

***l'Anti*capitaliste**

n°308 | 22 octobre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Air France Droit du travail



L'ARNAQUE DU DIALOGUE SOCIAL

Dossier

**Dans les quartiers,
la violence sociale,
ça suffit!** Pages 6 et 7

ÉDITO

Grandes manœuvres
militaires Page 2

PREMIER PLAN

Israël Palestine: derrière
la propagande, un véritable
soulèvement de la jeunesse Page 2



ACTU POLITIQUE

Union européenne: des droits
humains facultatifs Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Serge Halimi sur
la critique des médias Page 12



Par YVAN LEMAITRE

Grandes manœuvres militaires

Depuis ce lundi, quelque 36 000 soldats, 230 unités, 140 avions et 60 navires sont mobilisés pour cinq semaines dans le cadre de manœuvres militaires de l'Otan, les plus importantes menées depuis plus de dix ans en Méditerranée. « L'Otan a besoin d'une stratégie pour le sud, dans cet arc d'instabilité qui va de l'Irak à l'Afrique du Nord », selon l'ambassadeur britannique à l'Otan. Il est difficile de ne pas voir là aussi un redéploiement qui s'opère aussi en Europe de l'Est face à la Russie. La semaine dernière, le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg s'est félicité de la décision d'Obama de maintenir plusieurs milliers de soldats américains en Afghanistan au-delà de 2016. Cette décision de prolonger encore une occupation militaire qui a débuté il y a 14 ans constitue un échec pour Obama, élu en 2008 sur la promesse de mettre fin aux guerres en Afghanistan et en Irak. Elle participe du contexte créé par la guerre en Syrie, les tensions avec la Russie de Poutine tant au Moyen-Orient qu'en Géorgie, avec en arrière-fond la montée en puissance de la Chine. Une nouvelle illustration de l'exacerbation des tensions internationales qui ruinent toutes les illusions sur la paix, un mirage dans le monde libéral et impérialiste.

« Cette décision importante ouvre la voie à une présence prolongée des alliés de l'Otan et de nos partenaires en Afghanistan », selon Stoltenberg. En fait, l'Afghanistan devient bien une base militaire pour les USA. « Je ne laisserai pas l'Afghanistan être utilisé comme un repaire pour terroristes dans le but d'attaquer encore notre pays », se justifie Obama. Sauf que la véritable leçon de la guerre en Afghanistan, comme en Irak ou en Libye, c'est qu'elle n'a fait que favoriser le développement des forces réactionnaires, intégristes religieuses. En vérité, Obama, et tous les dirigeants des grandes puissances, n'ont qu'une réponse à l'échec de leur politique, la fuite en avant militaire pour maintenir leur domination au détriment de leurs rivaux et des peuples.

Tout le reste est propagande et promesses, Obama a toujours défendu de façon pragmatique la domination des multinationales et de la finance américaines, à travers une concurrence mondiale acharnée dont le militarisme est le complément indispensable.

BIEN DIT

La ligne soi-disant à grande vitesse en val de Suse devrait être freinée, entravée, donc sabotée pour la légitime défense de la santé, du sol, de l'air, de l'eau d'une communauté menacée.

L'écrivain italien ERRI DE LUCA, lundi 19 octobre, juste après l'annonce de sa relaxe dans son procès pour « incitation au sabotage ». Assigné en justice par les dirigeants de Lyon-Turin ferroviaire (LTF), le parquet de Turin avait requis huit mois de prison ferme.

À la Une

L'arnaque du dialogue social

Deux semaines après le « déchemisage » de deux cadres à l'occasion de la tenue du comité central d'entreprise d'Air France, et une semaine après l'arrestation puis la mise en examen de cinq salariés-otages, Hollande a tiré ses enseignements de la séquence : pas d'autre choix que le dialogue social, opposé au chaos, à la violence sociale.

C'est lors de la quatrième conférence sociale de lundi que Hollande a une nouvelle fois tenté de convaincre qu'il est indispensable de se mettre d'accord entre « partenaires sociaux » sur les reculs exigés par patrons et actionnaires. Devant le faible écho rencontré par le matraquage médiatique visant à diaboliser les « voyous » commettant des « actes stupides » et les pilotes responsables des turbulences que traverserait Air France, le gouvernement tente de déplacer l'axe de sa politique.

Dialoguez, c'est un ordre !

Appliquant la méthode Coué, Hollande a défendu le Pacte de responsabilité, le Crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité et les lois Macron et Rebsamen qui auraient permis des avancées pour les salariéEs et de sauver des emplois. Oublié le Parcours professionnel carrières emplois (PPCR), imposé malgré son rejet par une majorité d'organisations syndicales. Car l'une des impostures gouvernementales se situe bien là : le dialogue social ne vaut que si on en accepte non seulement ses règles... mais aussi les exigences patronales et gouvernementales qu'il cherche à faire entériner.

Fort d'une sélection de statistiques, le pouvoir tente d'isoler les « mauvais » syndicalistes. Les 85 % de signatures d'accord pour la CGT (93 % pour la CFDT) sont des accords quasi contraints sur l'épargne salariale ou l'intéressement. Au niveau des branches, la signature de la CGT « tombe » à 33 % (78 % pour la CFDT). Ainsi, on comprend mieux l'acharnement patronal à ramener les négociations au niveau de l'entreprise, là où la pression, le chantage patronal, sont les plus forts.

LA CGT BOYCOTTE LA CONFÉRENCE SOCIALE



Ceci s'explique aussi l'offensive contre les « rebelles » menée par Hollande : « Il est [...] commode de ne jamais s'engager à signer le moindre accord, en espérant d'ailleurs que d'autres le feront à leur place, tout en dénonçant, dans le même mouvement, les insuffisances du dialogue social », de même que pour Valls : « Abîmer le dialogue social, c'est quand on se ferme dans les postures, quand l'enjeu interne l'emporte sur l'intérêt général ». Des discours que tout militant syndical d'entreprise a l'habitude d'entendre dans la bouche de son patron. L'autre angle d'attaque consiste à reprocher à Martinez de répondre aux pressions des militantEs de la CGT (manipulés bien entendu par l'extrême gauche...). Gonflé de la part de deux dirigeants

d'un parti politique dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il a tourné le dos aux promesses faites à ses électeurs.

De toute façon, je continue...

Les réformes annoncées vont dans le même sens. Après s'être félicité du nouveau recul sur les retraites complémentaires, Hollande a confirmé la simplification du droit du travail qui ne vise qu'à donner plus de pouvoir aux employeurs, si possible avec la complicité des organisations syndicales ou par chantage à l'emploi pour les salariéEs. Enfumage autour du compte personnel d'activité qui vise à individualiser des droits collectifs, ou développement de l'apprentissage, dont le seul objectif est de faire

baisser artificiellement le nombre de chômeurs en précarisant toujours plus l'emploi. Discours creux sur le numérique et la transition écologique qui sonnent comme un appel à investir dans le capitalisme vert et le numérique, avec la sollicitude et l'aide financière du gouvernement. En fait de dialogue, il s'agit d'une dictature, celle du fric, d'une violence patronale et gouvernementale, avec un Valls solidaire de la direction d'Air France et un ministère du Travail, une police, une justice qui réprime aussi un médecin du travail chez PSA ou une inspectrice du travail à Annecy qui ont simplement osé mettre en cause la dictature patronale.

Notre réponse : mobilisation !

De la résistance des salariéEs d'Air France, Hollande ne tire qu'une leçon : dialoguez entre représentants d'intérêts différents. Nous en tirons une autre, radicalement opposée : la nécessité d'un affrontement pour arracher nos moyens d'existence à ceux qui détiennent tous les pouvoirs sur notre travail et notre vie. Face aux violences sociale, politique, policière, celle des salariéEs est toujours, non seulement légitime mais le plus souvent la seule méthode pour faire reculer le patronat, le gouvernement. C'est pourquoi, avant comme après cette conférence sociale, notre objectif – celui des organisations syndicales, politiques, associatives qui refusent la régression sociale – est celui de la mobilisation. Mobilisation au côté de ceux d'Air France, tout d'abord ce jeudi 22 octobre devant l'Assemblée nationale, puis le 2 décembre lors du procès des salariéEs véritablement pris en otage. Et la construction d'une mobilisation large, unitaire, contre le projet de démolition du code du travail, d'affaiblissement du droit du travail au détriment des salariéEs.

Robert Pelletier

ISRAËL PALESTINE

Derrière la propagande, un véritable soulèvement de la jeunesse

Les événements de ces deux dernières semaines marquent une nouvelle étape de la résistance palestinienne, en particulier d'une jeunesse qui ne supporte plus l'humiliation et l'oppression.

Mais vu d'ici, il faut d'abord faire le tri dans le traitement médiatique de ces événements...

Derrière les discours médiatiques...

Notre ami Majed Bamy, ancien président de l'Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) en France, analyse ainsi le discours des grands médias nationaux :
– Escalade : a lieu dès lors qu'un israélien est tué. Il faut plusieurs centaines

de morts palestiniens pour parler d'une escalade.

– Civil : ne s'applique jamais à un Palestinien, y compris un enfant. Par contre s'applique aux colons armés et réservistes de l'armée israélienne, et la possibilité de l'étendre aux soldats d'occupation en exercice est actuellement à l'étude.

– Sécurité : droit réservé exclusivement aux Israéliens, et permettant de justifier à peu près tout, y compris les bombardements aveugles, les massacres, un mur en plein territoire palestinien,

les arrestations arbitraires de masse, les incursions, les exécutions extrajudiciaires, les démolitions de maison, et autres punitions collectives, dont bien sûr le siège imposé à 1,8 million de Palestiniens dans la bande de Gaza...
– Regain de violence : terme permettant de mettre dans le même sac occupant et peuple occupé, de nier les causes et de ne s'intéresser qu'aux effets, c'est-à-dire permettant généralement de dédouaner la puissance occupante de sa responsabilité dans l'irruption de ladite violence.

– Territoire palestinien occupé : là où tout se passe ou presque, mais qu'on évoque si peu. Si on parle d'un colon installé illégalement en territoire palestinien occupé, il vaut mieux parler de civil sans autre précision géographique.

– Occupation : terme trop complexe, à éviter préférentiellement pour ne pas créer plus de confusion. Se contenter d'évoquer « les parties », ou les Palestiniens et les Israéliens. De même, les termes oppression et déni des droits s'appliquent à tous les autres contextes... sauf au Moyen-Orient.

– Résistance : apparemment interdite sous toutes ses formes par le droit international pour les Palestiniens, et pleinement autorisée pour tous les autres peuples du monde. Les Palestiniens n'ont le droit d'avoir recours qu'à la négociation.

– Négociations : dialogue où, l'arme au poing, Israël explique aux Palestiniens toutes les raisons pour lesquels elle ne peut mettre fin à la colonisation, ni ne peut évoquer le retour des réfugiés, ni un contrôle palestinien sur les

Un monde à changer

GOOD COP, BAD COP. Signe des temps ou campagne orchestrée? Le quotidien *les Échos* a publié le 19 octobre 2015 deux articles sur les «*conflits violents*», pour reprendre l'expression du journal. Un de ces articles contient un souhait exprimé par Jean-Paul Charlez, président de l'Association nationale des DRH: «*J'espère que dans l'affaire d'Air France, les juges ne seront pas indulgents devant les fauteurs de troubles: le dialogue social ne doit pas être constitué de faits regrettables*». Pour ce monsieur, bon serviteur de sa classe, le «*fait regrettable*», c'est la chemise, et non la décision d'une entreprise qui fait des profits de supprimer depuis des années des milliers d'emplois. De plus, il appelle à des sanctions judiciaires dures... alors que même *les Échos* reconnaissent qu'une condamnation serait une première. Les socialistes au pouvoir oscillent verbalement entre un

soutien sans nuances aux patrons – Valls – et des contes à dormir debout – Hollande sur RTL, le 19 octobre aussi, juste avant sa conférence sociale-bidon: «*Nous devons vivre dans une société apaisée*»... Le coup classique des interrogatoires policiers, celui du bon et du mauvais flic. Le mauvais menace et éventuellement cogne, le bon offre un café et dit qu'il comprend... pour mieux enfumer! Tout se résume en réalité à cette question éternelle d'une chanson du mouvement ouvrier américain écrite en 1931 par la militante de la grève des mineurs Florence Reece: «*Which side are you on? There are no neutrals there*»: «*de quel côté êtes-vous? Il n'y a pas de neutralité*». Ceux qui donnent aujourd'hui des leçons aux salariés d'Air France et font la distinction entre les prétendus «*violents*» et les autres, ont choisi leur camp: ce n'est pas le nôtre.

CALAIS MigrantEs en danger, solidarité internationale!

À l'appel du mouvement «*Stand up to racism*», en bateau, en voiture, en cars ou en vans, 500 militantEs antiracistes venus de toute l'Angleterre s'étaient donné rendez-vous samedi 17 octobre à Calais pour manifester leur solidarité avec les migrantEs de la «*jungle*»

La mobilisation des antiracistes anglais envers les migrants ne faiblit pas. Le 12 septembre dernier, le mouvement «*Stand up to racism*» avait réuni plus de 50 000 manifestantEs à Londres, manifestation à laquelle participait le nouveau secrétaire du Parti travailliste Jeremy Corbyn, pour exiger l'ouverture des frontières, l'accueil des réfugiés et le droit d'installation. C'est maintenant sur chaque bout du tunnel que se focalise leur mobilisation. Ainsi, ce samedi, deux manifestations étaient organisées simultanément: à la gare de Saint-Pancras, un die-in géant regroupant plus de 500 personnes bloquait l'Eurostar pendant quelques heures. À la même heure, un millier de manifestantEs – dont une majorité d'habitantes de la «*jungle*» brandissant des sucettes «*refugees welcome*» – rejoignaient le terminal de ferries pour le blocier: «*la frontière, c'est ici, on reste ici!*». Après un face à face tendu avec la police, le blocage a été levé, et des prises de parole ont terminé cette initiative. Le fruit de collectes organisées en Angleterre ont été remis à deux organisations humanitaires actives sur le site (le Secours catholique et l'Auberge des migrants).



Samedi 17 octobre à Calais. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ROMAIN HINGANT

Une situation dramatique

«*Ce que j'ai vu ici m'a semblé pire que les camps de Bangui ou d'ailleurs en Afrique, où l'humanitaire arrive bien plus vite*»... Ce témoignage d'une infirmière de Médecins sans frontières illustre bien le désinvestissement des pouvoirs publics qui, pour éviter un prétendu «*appel d'air*», laissent pourrir la situation, laissant les migrantEs à leur sort. Le seul investissement de l'État à Calais se résume à la pause de 17 kilomètres de

hautes grilles surmontées de barbelés agrémentés de lames de rasoir, occasionnant de nombreuses blessures. Et 19 migrantEs ont trouvé la mort depuis le début du mois de juin, en tentant de traverser l'autoroute ou de monter dans l'Eurostar... Véritable ville, la «*jungle de Calais*» compte aujourd'hui près de 7 000 habitantEs qui survivent dans un cloaque indescriptible. Face à cette situation catastrophique qui va encore se dégrader cet hiver, la préfecture du

Pas-de-Calais annonce des mesures dérisoires: la construction d'un toit pour abriter les files d'attente lors des distributions de repas, et la livraison de «*125 containers pouvant accueillir 12 personnes chacun qui seront installés dans une zone sécurisée*», soit 1500 sur les 7 000 qui, de plus, seront contrôlés en permanence par la police.

La gauche de la gauche et le mouvement antiraciste face à leurs responsabilités

À l'extrême droite, deux structures se disputent le marché de la peur sur Calais: «*Les Calaisiens en colère*» qui se prétendent apolitiques et «*Sauvons Calais*» qui intitule sobrement sa page facebook «*la vie d'un cafard vaut plus que l'avis d'un no-border*»... Les provocations et les violences contre les migrantEs se multiplient autour du camp et dans la ville, dans l'indifférence policière la plus totale. Des manifestations racistes ont eu lieu, et d'autres sont prévues pour novembre...

On ne peut plus attendre! Face à un désastre humanitaire sans précédent, les partis politiques et associations doivent considérablement hausser le ton et le niveau de mobilisation. Le NPA était la seule organisation française présente à la manifestation de samedi dernier! Et alors que des manifestations de dizaines de milliers de personnes se sont déjà tenues à Londres ou à Copenhague, la manifestation parisienne du 4 octobre dernier n'en a péniblement réuni que 4 000... Il y a urgence à élargir la mobilisation.

Alain Pojolat

frontières, ni discuter de Jérusalem, tout en dénonçant l'intransigeance palestinienne.

– *Paix*: signifie que les Palestiniens demeurent tranquilles pendant que l'occupation continue, que leurs droits sont violés et leurs terres volées. Toute révolte menace les efforts de paix... alors que l'occupation et la colonisation sont, elles, considérées comme tout à fait compatibles avec les efforts de paix. – *BDS*: boycott-désinvestissement-sanctions, une campagne considérée comme héroïque qui a largement contribué à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, mais par contre considérée comme antisémite quand cette même campagne vise l'apartheid israélien... – *Couverture médiatique*: pour les Palestiniens c'est un peu le loto, une chance sur un million de gagner...

La révolte pour la justice et le droit

Aucune organisation politique palestinienne en tant que telle ne conduit cette nouvelle révolte populaire. Les images nous renvoient des jeunes

politisés arborant le drapeau de leur organisation (Hamas, Fatah, FPLP...) lors des confrontations avec l'occupant sioniste. Mais pour autant, ce ne sont pas les directions politiques palestiniennes qui orchestrent la révolte. Si la jeunesse organisée est présente, et utilise ses réseaux pour mobiliser, elle ne se réfère en rien aux directions des partis pour décider des actions, elle fonctionne en réseaux très larges et autonomes. Ainsi, l'appel à la «*journée de colère*» vendredi 16 octobre, appel lancé par les organisations politiques palestiniennes, n'a pas amplifié la mobilisation. Pour certains de nos correspondants locaux, «*ce 16 octobre 2015 a moins mobilisé que les jours précédents*».

L'insupportable politique d'apartheid entraîne des mouvements au sein même des «*frontières*» d'Israël: manifestation massive à Haïfa - Nazareth, manifestation de soutien à la Cisjordanie et Gaza, mais aussi des manifestations revendicatives des Palestiniens de 48 (que l'on appelle

les «*arabes d'Israël*»). Imprégnés de l'idéologie raciste des gouvernements israéliens, soldats et colons commettent des «*ba-vures*» criminelles, comme ce dimanche 18 octobre à Bershava, où un Érythréen israélien a été abattu par erreur, et bien que blessé, a été lynché par une foule en délire... Nouvelle intifada à long terme ou soulèvement sporadique? Les semaines à venir apporteront la réponse, mais comme nous l'indique un de nos camarades de Ramallah: «*Si cette révolte s'apaise, une autre arrivera dans un an, cinq ans... Tant que justice et droit ne seront pas rendus à notre peuple, la jeunesse palestinienne se dressera*». Marc Prunier

NOUVELLE INTIFADA



Le chiffre 1%

C'est, d'après le rapport sur la richesse dans le monde publié mardi 13 octobre par le Crédit Suisse, le pourcentage de la population mondiale... qui détient 50% de la richesse mondiale! On y trouve 34 millions de millionnaires (en dollars américains, soit 877 000 euros), dont 123 800 capitalistes avec un patrimoine de plus de 50 millions de dollars et 45 000 qui détiennent plus de 100 millions de dollars...



Agenda

Vendredi 23 octobre, réunion publique du NPA, Le Mans. Avec Olivier Besancenot, à 20 h salle Barbara, allée de l'Aigle-Noir (tram station Saint-Martin).

Samedi 24 octobre, rassemblement pour George Ibrahim Abdallah, Lannemezan. À partir de 14 h, rassemblement devant la prison et actions, rassemblements et manifestations dans d'autres villes le même jour.

Dimanche 25 octobre, marche pour Rémi, Sivens. Appel unitaire, à 12 h pique-nique à la Maison de la forêt, et à 14 h rassemblement.

Mardi 27 octobre, réunion publique unitaire sur le climat, Paris. À l'initiative de Ensemble, NPA, Parti de gauche, IdF-décroissance et Forum de l'écologie radicale, avec Pablo Solon de Focus on the global south, à 19 h 30, salle d'exposition de la mairie du 2^e arrondissement, 8 rue de la Banque (métro Bourse).

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

NO COMMENT

Sepp Blatter m'avait envoûté...

MICHEL PLATINI, mis en cause dans le scandale de la Fifa, dans son interview au *Monde* lundi 19 octobre, interview dans laquelle il raconte aussi: «*Combien tu veux?*», demande Blatter. Je réponds: «*Un million.*» «*De quoi?*» «*De ce que tu veux, des roubles, des livres, des dollars.*» À cette époque, il n'y a pas encore l'euro. Il répond: «*D'accord, 1 million de francs suisses par an.*»...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

DROITE L'art de la vengeance...

Sarkozy « ne sait pas assumer » ses responsabilités, selon les déclarations au *Nouvel Obs* de Jérôme Lavrilleux, son ancien directeur adjoint de campagne de 2012, aujourd'hui mis en examen dans l'affaire des fausses factures de l'UMP.

Ce dernier accuse son ancien patron : « Il dit : "C'est pas moi, c'est Copé." Il se défausse, il vit dans un monde irréel et ne sait pas assumer. Les grands chefs sont pourtant ceux qui assument. L'ingratitude est la marque des faibles. » Homme de confiance de Copé sur lequel Sarkozy cherche effectivement à se défaire, Lavrilleux a reconnu le système de fausses factures entre l'UMP et Bygmalion, société contrôlée par des proches de Copé. Il affirme maintenant que c'est l'ensemble des comptes de campagne qui a « dérapé », « et pas seulement le budget consacré aux meetings », jusqu'alors principalement mis en cause. Les fausses factures auraient permis d'imputer à l'UMP environ 18,5 millions d'euros de dépenses de meetings qui auraient dû figurer dans le budget de campagne du candidat, afin de dissimuler un dépassement du plafond légal des dépenses fixé à 22,5 millions d'euros. L'UMP aurait, « en plus des fausses factures de Bygmalion », dépensé 10 millions d'euros au lieu des 2,5 millions prévus dans le budget du parti. Une somme qui porterait les frais de la campagne à un total de 50 millions d'euros ! Sarkozy a longtemps cru qu'il lui suffisait de revenir en politique, en expliquant avoir changé, pour que tout le monde oublie, comme par enchantement, son exercice du pouvoir, sa défaite de 2012... et ses affaires. « Il n'a pas réussi à recréer un élan, confie l'un de ses anciens proches conseillers. C'est désormais trop tard. La détestation qu'il produit est beaucoup trop importante pour qu'il puisse la combattre. » Celui qui rêvait d'un « retour stratosphérique » est en train de tomber de très haut. Du coup, il panique. Et essaie de se raccrocher à tout ce qu'il peut.



Sarkozy 2012, l'argent qui part en fumée... PHOTOTHÈQUE ROUGE/AUCE D.

« Je le dézinguerai ! »

Lavrilleux dit avoir subi des tentatives d'intimidation. « Il m'arrive d'avoir peur. Je n'ai pas envie d'apprendre à nager dans 20 centimètres d'eau comme Robert Boulin. » Bonjour l'ambiance ! Lavrilleux n'a plus grand-chose à perdre et se venge tout en vengeant son commanditaire Copé. Brice Hortefeux, paraît-il fidèle parmi les fidèles, jure que cette affaire ne concerne que la société Bygmalion et en aucun cas Sarkozy. On a quelques raisons d'en douter...

Mais même si ce dernier réussit à obtenir la compréhension des juges, il n'en aura pas fini avec toutes celles et ceux qui ont des comptes à régler avec lui. Ainsi, nul doute que le moment venu, Patrick Buisson saura se rappeler à sa mémoire. Mis en examen dans l'enquête sur les sondages commandés par Sarkozy entre 2007 et 2012, il était justement dans le bureau du juge la semaine dernière... Sans doute aussi, le moment venu, Morano, Dati, Jouanno, Guéant, Mignon et bien d'autres auront leur petit mot à dire sur le personnage. « Je le dézinguerai » a même promis Morano !

Le seul dont Sarkozy n'a rien à craindre, c'est Balkany, encore plus truand que lui ! Pour lister ses villas et ses mètres carrés de piscines, chiffrer ses 4x4 et ses actifs offshore, l'inspectrice des impôts a eu besoin de quarante-sept pages. Un patrimoine évalué à 16,5 millions d'euros ! Un ami sûr... mais peut-être un peu trop compromis !

Yvan Lemaitre

Des droits humains facultatifs

UNION EUROPÉENNE

Le Conseil européen rassemblant les chefs d'État des 28 pays de l'UE s'est réuni le jeudi 15 octobre à Bruxelles, avec comme principal point à l'ordre du jour la gestion des frontières de l'UE face au flux migratoire actuel. À cette occasion, trois jours de protestation contre les orientations austéritaires et sécuritaires de l'UE étaient organisées dans la capitale belge.

On ne se lasse pas de cette langue de bois : « Faire face à la crise des migrants et des réfugiés est une obligation commune qui requiert une stratégie globale et un effort résolu s'inscrivant dans la durée, dans un esprit de solidarité et de responsabilité... »

Leur cynisme meurtrier...

En fait, leur « esprit de responsabilité » consiste à tout mettre en œuvre pour empêcher les personnes fuyant les crises humanitaires de pénétrer dans la Forteresse Europe, et pour organiser les « réadmissions » des migrants et réfugiés dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, voire dans les pays qu'ils et elles ont fuis...

Alors que deux immigrants africains étaient tués à Mellila, et un réfugié afghan abattu à bout portant à la frontière bulgare, l'UE se dote d'une belle panoplie de nouveaux outils d'oppression. Ainsi le « plan d'action commun » avec le président turc Erdogan pour que son pays turcienne fermement les un à deux millions de réfugiés, essentiellement de Syrie mais aussi d'Asie centrale et d'Afghanistan, qu'il héberge depuis plusieurs années. Ce n'est donc pas le moment de pointer les gravissimes attaques à la démocratie dont se rend coupable Erdogan !

L'UE veut aussi forcer les pays du sud de la Méditerranée à gérer de manière systématique des « hotspots », c'est-à-dire des grands camps durables d'hébergement et de tri des réfugiés, dans lesquels l'Europe choisirait par quotas divers et variés, ceux qui seraient admis à entrer... Les autres qui ne peuvent pas retourner à court terme dans leur pays resteraient parqués sur place, et les migrants économiques décelés, seraient renvoyés fermement à leur misère. Par ailleurs, des « mesures opérationnelles concrètes » visent à lutter contre les réseaux criminels permettant aux migrants d'arriver



en Europe, et à promouvoir cette fameuse « réadmission » des migrants dans leurs pays d'origine. Et, avec Frontex, les préoccupations policières sont prégnantes.

Dans leur « esprit de solidarité », les chefs d'État de l'UE n'ont pas oublié de recommander l'augmentation des aides financières aux structures d'aide humanitaire comme le HCR : un milliard pour la Syrie, 1,8 milliard pour l'Afrique subsaharienne. Le problème est qu'ils les ont d'abord réduites drastiquement !

Comme souvent, la palme de l'hypocrisie va au gouvernement français qui comptabilise le coût de ses interventions militaires en Afrique dans « l'aide au développement ». Les dirigeants de l'Union européenne cherchent toujours plus à éluder les principes démocratiques et humanitaires de base, comme ceux de la Convention de Genève adoptée en 1951 par tous les États de l'ONU, et pour laquelle l'accueil et

la protection des réfugiés et demandeurs d'asile sont des obligations...

Notre résistance, encore et toujours

Au moment de ce sommet, les mouvements sociaux européens ont appelé à la mobilisation pour mettre en accusation les responsables de l'Union européenne. Des EuroMarches symboliques contre l'austérité ont convergé vers Bruxelles, la plus significative formée de quelques dizaines de militants du sud de l'Espagne, partis de Gibraltar et passant entre autres étapes, par Andorre, Luxembourg et Calais pour dénoncer les paradis fiscaux comme les lieux de déshumanisation européens. Jeudi 15 octobre, ils ont été rejoints à Bruxelles par plusieurs centaines de militants et altermondialistes pour tenter de bloquer le quartier des institutions européennes. Une centaine d'entre eux ont été interpellés puis relâchés dans la soirée.

Vendredi 16, plusieurs conférences étaient organisées, dont l'une par le réseau « Blockupy » très actif en Allemagne, avant un meeting rassemblant les préoccupations communes des différents mouvements, meeting ouvert par Susan George. Une autre conférence était organisée par le CADTM et Attac contre la dictature de la dette. L'ancienne présidente du Parlement grec, Zoé Konstantopoulou, y a rappelé que ce qui s'est passé en Grèce avec la politique punitive d'imposition du troisième memorandum, est une expérience de ce qui attend le reste de l'Europe. L'eurodéputé de Podemos Miguel Urban affirmait que, cette année, on a vu que les marchés financiers pouvaient faire un coup d'État sans tanks, quand ils veulent écraser les revendications venant de la rue. Et Éric Toussaint a insisté sur les suites à donner à ce type d'échanges, pour la solidarité avec les populations les plus attaquées, pour la mise en cause de l'austérité, de la dette, des paradis fiscaux, sur la justice fiscale, et globalement pour poser centralement la question démocratique en Europe. Des rendez-vous de convergence ont été proposés.

Enfin, samedi 17 octobre, la manifestation de clôture a rassemblé quelques milliers de participants seulement, mais exprimait la résistance des mouvements sociaux qui, chacun dans leur pays, ont récemment mobilisé très largement : syndicalistes et féministes contre l'austérité, mouvements contre le TTIP/TAFTA (le Traité transatlantique en négociation visant à un nouveau saut qualitatif dans l'ultra-libéralisme), contre le paiement de la dette publique, pour le droit au logement, pour la solidarité avec les migrants et les sans-papiers... Avec d'autres délégations de forces anticapitalistes, le NPA y était présent. À suivre !

Jacques Babel

RÉFÉRENDUM DU PS Posture et imposture

Le 19 septembre, Cambadélis annonçait la tenue d'un référendum du 16 au 18 octobre sur l'unité des forces de gauche et écologistes dès le premier tour des élections régionales. Une bonne blague !

Selon le Parti socialiste, 251 327 personnes auraient donc participé au référendum et plus de 89 % auraient répondu « Oui » à la question : « Face à la montée de la droite et de l'extrême droite, souhaitez-vous l'unité de la gauche et des écologistes aux élections régionales ? » Il n'en a pas fallu plus pour que le patron du PS indique qu'il s'agissait d'un « succès, ce n'est pas un flop mais le top », son parti étant selon lui « au centre du jeu ». Un jeu, assurément, et aussi une belle duperie, quand on voit que l'on pouvait voter plusieurs fois sans aucun problème, et que certains, comme Edwy Plenel ou Emmanuelle Cosse, ont reçu des

mails de remerciement... pour des votes qu'ils n'ont pas fait. Derrière ce simulacre de démocratie, le référendum pour l'unité du PS n'a qu'un seul objectif, celui de dédouaner le PS de sa défaite annoncée aux prochaines élections régionales. En effet, seules deux régions aujourd'hui semblent être gagnables par le PS, ou plus exactement rester dans son escarcelle... Pour le reste, ce sera soit très difficile soit impossible. Face à cette déroute annoncée, le PS doit donc trouver les coupables. Ce sera donc la faute aux autres forces politiques qui auront refusé de s'unir... et non à cause de la politique menée par les différents gouvernements depuis 2012, tous aux ordres du Medef.

Grandes manœuvres pour nouveau mouvement...

Les idées foisonnent dans la tête de Cambadélis, qui a déjà annoncé, suite aux résultats, deux nouvelles initiatives. Dans un premier temps, il prend sa plus belle plume pour envoyer une lettre à toutes les têtes de liste « de gauche » (PCF et EÉLV en priorité) afin de prendre contact rapidement en vue de trouver un accord électoral. Et qu'importe que les principaux intéressés aient déjà répondu pour défendre leur « autonomie » au premier tour des régionales, les rendez-vous sont de toute façon déjà pris pour le second tour. De plus, le nouveau facteur de Solférino annonce aussi l'envoi d'une lettre mensuelle aux « compagnons de l'unité », c'est-à-dire les 251 327 votantEs, en vue de la constitution d'une « alliance populaire » après les régionales. Cambadélis n'a qu'une chose en tête : le prochain congrès du PS

qui se tiendra fin 2017. Un congrès qui doit être selon lui un « nouvel Épinay » pour permettre donc le dépassement du PS. C'est dans cet objectif qu'un appel sera lancé début 2016 mettre en route une grande formation « réformiste, écologiste, socialiste et européenne ». Le patron du PS souhaite voir une déclinaison locale de cet appel dans chaque département et chaque canton avec la création de collectifs. L'initiative débouchera sur la tenue d'une « grande convention » en novembre 2016 afin d'acter la naissance de cette structure nationale qui devrait notamment réunir la nouvelle UDE (Union des démocrates et écologistes) lancée ce samedi, le PRG et des petites formations de gauche. Bref, sans retour en arrière possible, le PS continue lentement mais sûrement sa mutation libérale.

Sandra Demarcq

TURQUIE

Au pays du mensonge déconcertant

« Nous avons la liste des kamikazes, mais nous ne pouvons pas les arrêter tant qu'ils ne passent pas à l'action. Vous ne pouvez pas arrêter les gens sans raison », a déclaré le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu, deux jours après l'attentat d'Ankara du 10 octobre qui a causé la mort de 106 manifestants pour la paix.

En guise de réponse aux critiques sur la déficience des services de renseignements, Davutoglu a ainsi tenté d'expliquer que le gouvernement contrôlait la situation, et a à cette occasion exprimé sa foi en l'État de droit.

Un laissez-faire criminel...

Inutile bien évidemment de lui rappeler que depuis presque un an, suite à une révision du code de procédure pénale, un simple « soupçon raisonnable » est suffisant pour autoriser la police à mener des perquisitions et à déclencher des garde à vue, ce qui a d'ailleurs été utilisé maintes fois contre activistes, opposants, et journalistes critiques vis-à-vis du gouvernement, comme l'arrestation récente à Diyarbakir d'un lycéen qui, ayant les mains sales, fut suspecté d'avoir participé à des échauffourées avec la police. Toutefois malgré l'aberrante interdiction de toute « information, reportage, critique » dans les médias jusqu'à la clôture des investigations, il est avéré que les termes de « déficience » ou même de « négligence » ne sont pas suffisants pour rendre compte de la responsabilité de l'État dans « le plus grand attentat terroriste de l'histoire de la Turquie ». En effet par l'intermédiaire de certains quotidiens refusant de se soumettre à cette interdiction, l'opinion

publique a appris que la cellule de militants djihadiste recrutés dans la ville d'Adiyaman et liés à Daech était sur écoute depuis 2013. Rappelons que les kamikazes de l'attentat de Diyarbakir lors du meeting du HDP (4 morts) et de celui de Suruç (32 morts) appartenaient aussi à cette cellule. Ce dernier kamikaze était d'ailleurs le frère d'un des kamikazes de l'explosion d'Ankara. Les parents des militants djihadistes avaient à plusieurs reprises signalé l'adhésion de leur fils à Daech à la police et donné les noms des autres membres de la cellule...

Mensonges d'État

D'autre part, alors que le rôle de Daech dans l'attentat d'Ankara est devenu incontestable, le gouvernement et Erdogan s'en tiennent à leur première déclaration, à savoir que l'attentat pourrait avoir été commis par l'alliance de plusieurs organisations. Si l'organisation d'extrême gauche DHKP-C et la confrérie Gülen – ancien allié de l'AKP dont la présence dans la bureaucratie a été jugée comme une menace pour le gouvernement – ne sont maintenant plus citées, le PKK est montré du doigt comme le principal promoteur des explosions aux côtés de Daech par les médias organiques de l'AKP. « Daech et le PKK pourraient s'être mis d'accord », a osé déclarer le ministre chargé des rapports avec



Un pays sous surveillance, avec le soutien de l'UE... DR

l'Union européenne, ancien professeur en relations internationales... L'AKP en est ainsi arrivé à recourir aux plus flagrants mensonges afin de discréditer le mouvement kurde, faire baisser les voix du HDP, et rester au pouvoir, sans être dans l'obligation de former un gouvernement de coalition susceptible d'affaiblir son parti-État.

La guerre continue

L'annonce par le PKK qu'il arrêterait ses actions militaires (sauf en cas d'agression par les forces turques) pour ne pas entraver le déroulement des élections du 1^{er} novembre n'a pas eu de retentissement au niveau du gouvernement. La guerre continue :

des enfants, des jeunes, des femmes meurent tous les jours.

La Constitution est de facto suspendu, l'appareil judiciaire ne fonctionne pas, la presse est sous diktat, une vingtaine de maires kurdes sont arrêtés pour « soutien à l'organisation terroriste », un régime de massacre est en vigueur... Et l'Union européenne semble prête à s'en accommoder, à condition que la Turquie accepte de devenir un énorme camp de détention pour migrants, loin de ses yeux... Encore une fois, l'impérialisme ne trahit pas sa tradition d'arriver toujours à l'heure pour sauver les siens. À nous tous de perturber leur horloge. **D'Istanbul, Uraz Aydin**

ARGENTINE

Élections sur fond de crise



Nicolás del Caño, candidat des travailleurs et de la jeunesse argentine. DR

Ce dimanche 25 octobre aura lieu le premier tour des élections présidentielles en Argentine. Il marquera la fin du cycle « kirchnériste » ouvert en 2003.

Le « succès » du « modèle » kirchnériste est parti de mesures prises par le président précédent Eduardo Duhalde. Une dévaluation sauvage, un chômage de 25% et la complicité de la bureaucratie syndicale ont stoppé temporairement les luttes ouvrières qui se poursuivaient depuis l'insurrection populaire de 2001. L'autre pilier de la reprise économique a été les dix années de montée des prix des matières premières... et de profits extraordinaires pour la bourgeoisie argentine et les multinationales.

Avec la chute des prix des matières premières, la crise économique s'approfondit. Les réserves de la Banque centrale se sont réduites à quatre milliards de dollars. L'inflation devrait frôler les 15% en 2015 et le FMI prévoit 25% pour 2016. Le gouvernement envisageait une croissance de 3% en 2016, mais pour les experts elle sera de 0,4% en 2015 et de moins 0,7% en 2016. Avec ces chiffres, personne ne doute que le prochain gouvernement dévaluera la monnaie. La seule question est s'il le fera de façon brusque ou graduellement.

C'est dans ce contexte de crise que les Argentins iront voter pour l'un des six candidats ayant obtenu plus de 1,5% des voix aux élections primaires ouvertes simultanées et obligatoires (PASO). Selon la loi électorale argentine, un candidat est élu au premier tour s'il obtient 45% des voix, ou s'il remporte 40% des voix avec une différence de plus de 10% sur le candidat suivant.

Selon les sondages, Daniel Scioli, le candidat du Front pour la victoire (un front des péronistes et du kirchnérisme) peine à obtenir plus de 38% des voix. Son rival le plus proche, Mauricio Macri, le candidat de Cambiemos (un front de la droite) n'obtiendrait que 29% des voix. Sergio Massa (un ancien kirchnériste qui regroupe des péronistes dissidents) aurait 21%. La tenue d'un second tour, qui aurait lieu le 22 novembre, est donc une possibilité.

Et à gauche ?

Les sondages donnent 3% à Nicolás del Caño, le candidat du FIT (Front de la gauche et des travailleurs) et seul représentant de la gauche trotskiste. Del Caño s'est installé dans le panorama politique national après sa participation à un débat télévisé avec quatre autres candidats (Scioli refusant d'y participer). Bon communicant, il y est apparu comme le représentant de la jeunesse argentine. D'autres secteurs de gauche, comme Luis Zamora ou le Nuevo MAS, appellent à voter pour lui. On peut espérer un bon résultat, dans le cadre des paramètres qui ont été décrits.

Des élections législatives se tiendront simultanément, notamment pour renouveler la moitié des sièges du Parlement national. Aux trois députés nationaux dont le FIT dispose déjà pourraient s'ajouter entre deux et cinq nouveaux élus. Le FIT pourrait également renforcer sa présence dans six parlements provinciaux.

Mais plus important, l'année prochaine sera une année de luttes. Quel que soit le vainqueur des urnes, il devra mettre en place un plan d'austérité brutal. Et le mouvement ouvrier va résister. Dans cette situation, les trotskistes argentins ont une grande responsabilité, bien au-delà de quelques succès électoraux : construire ensemble un grand parti pour le socialisme, solidement ancré au sein de la classe ouvrière d'un pays où « la gauche », c'est le trotskisme. **Virginia de la Siega**

BRÉSIL

Sous pression, Dilma Rousseff gagne du temps

Après que le patronat et ses représentants se sont répandus dans les médias pour dire que le gouvernement brésilien avait une « dernière chance » pour stabiliser la situation et éviter « l'impeachment », la présidente a procédé à un important remaniement ministériel...

Dilma Rousseff a octroyé davantage de postes ministériels au PMDB (c'est-à-dire à accentué le virage à droite), le partenaire le plus important du PT au sein de la coalition gouvernementale, croyant ainsi que le congrès lui maintiendra sa confiance.

Jusqu'à présent, cela n'a pas fonctionné : avec le taux de popularité le plus bas jamais atteint dans l'histoire récente du pays, et une récession qui s'accroît (on prévoit un recul du PIB de 3% en 2015), le gouvernement continue à rencontrer des difficultés pour faire approuver des mesures d'ajustement fiscal.

En attendant, la possibilité d'impeachment de la présidente a été reportée : actuellement, la position du président de la Chambre des députés, Eduardo Cunha, responsable de la procédure d'impeachment, est encore plus délicate que celle de Rousseff. Malgré les nombreux documents qui attestent de faits de corruption au sein du gouvernement, particulièrement en relation avec la compagnie pétrolière Petrobras, il n'y a pas eu jusqu'à présent de preuve d'une implication



Rousseff-Cunha, un faux duel sur fond de corruption. DR

directe de la présidente. Un récent rapport de la commission d'enquête parlementaire (CPI) au sujet de la corruption de Petrobras au sein du congrès ne relève pas d'éléments à charge contre elle (et a conclu que la corruption dans l'entreprise n'était pas « systémique »). Mais des preuves accablantes ont été divulguées dans les médias à l'encontre d'Eduardo Cunha désigné comme l'un des bénéficiaires de cette affaire de corruption.

Manœuvres pour sauver sa peau...

Ce qui fragilise encore davantage la position du président de la Chambre, c'est qu'il a été clairement établi qu'il a menti : lors d'une déposition à la CPI, il avait affirmé entre autres qu'il n'avait pas de compte à l'étranger alors que des preuves incontestables prouvent que lui et sa femme possèdent des comptes en Suisse... D'après le règlement de la Chambre des

députés, mentir à ses pairs est considéré comme une rupture du contrat moral, motif de perte du mandat de député. Ainsi, le PSOL, avec l'appui de députés d'autres partis (dont plus de la moitié des députés du PT), a entamé une demande de retrait du mandat de Cunha.

De ce fait, celui-ci a perdu le soutien des députés et n'a plus l'autorité pour diriger la procédure d'impeachment de la présidente. Cependant, il continue à résister : il dit qu'il ne renoncera pas à la présidence (en fait, il voudrait éviter de perdre son mandat), et négocie avec l'opposition (qui veut l'impeachment de la présidente) et avec le gouvernement, évaluant qui pourra lui donner les meilleures garanties pour son avenir...

Du coup, le toujours pragmatique Lula a fait un appel aux députés du PT pour qu'ils ne rentrent pas dans l'immédiat en conflit avec Cunha. Il a réussi à ce que le PT ne demande pas officiellement sa révocation, mais n'a pas réussi à calmer la majorité des députés du parti.

Dilma Rousseff gagne donc du temps... Et le PT se démoralise toujours un peu plus, sa crise interne continuant à s'approfondir.

De Sao Paulo, João Machado (Traduction et transcription AS et JMB)

RACISME, FLICS PARTOUT

DANS LES QUARTIERS

LA VIOLENCE

SOCIALE ÇA SUFFIT!

ÉGALITÉ, DIGNITÉ, EMPLOI
ET SERVICES PUBLICS

NULLE PART

IL Y A 10 ANS, LA RÉVOLTE DES QUARTIERS POPULAIRES

Entretien. 10 ans tout juste après les révoltes d'octobre-novembre 2005, nous avons demandé à **Omar Slaouti**, militant à Argenteuil (95) contre les violences policières et pour l'égalité des droits, de revenir sur le déroulement et de mettre en lumière ces événements.

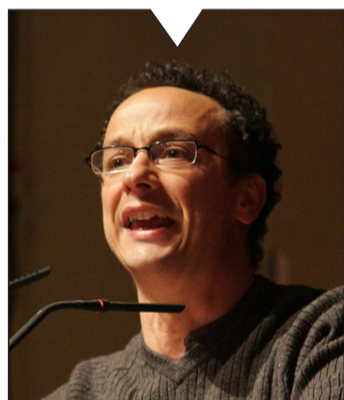


PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Peux-tu rappeler les événements qui ont déclenché les révoltes de 2005, et quel est le rendu judiciaire de cette affaire 10 ans après ?

À Clichy-sous-Bois (93), le soir du 27 octobre 2005 à 18 h 12, Bouna Traoré, 15 ans, et Zyed Benna, 17 ans, meurent électrocutés. Leur ami Muhittin est lui gravement brûlé. Ces amis qui venaient de quitter un stade de foot voulaient échapper à un contrôle d'identité. La BAC les poursuit, ils pénètrent dans l'enceinte d'un transformateur EDF. La réplique d'un des policiers au central claqué comme une condamnation : « Si ils rentrent sur le site EDF, je ne donne pas cher de leur peau ». Les policiers quittent les lieux sans faire appel aux secours. Pourtant le tribunal a jugé que ces policiers n'avaient pas connaissance d'un « danger certain et imminent ». La relaxe est prononcée. Pour la justice, il n'y a pas de victimes.

Depuis 35 ans, les révoltes dans les quartiers populaires sont toujours liées à la mort de jeunes en lien d'une façon ou d'une autre avec la police. La justice couvre toujours ces policiers. De Ferguson à Baltimore jusque dans les cités de France, c'est la même histoire.

Quelles furent les réponses du pouvoir face à ces révoltes ?

Le déni tout d'abord. Sarkozy et De Villepin déclaraient dès le lendemain que les policiers ne poursuivaient pas Zyed et Bouna. Dès le soir de la mort de ces deux jeunes, une répression policière violente et le lancement d'une grenade en direction de la mosquée de Clichy-sous-Bois en plein ramadan allument la mèche au baril de pauvreté et de mépris. Plus de 200 villes s'embrasent, et tout autant de politiques, intellectuels, journalistes, proposent une approche ethnicisante de ces questions sociales que sont le racisme et la pauvreté. Pour Finkelkraut, « ils ne sont pas pauvres, ils sont musulmans ». Pour d'autres comme Gérard Larcher, à l'époque ministre délégué à l'Emploi, le problème est à rechercher dans la polygamie ! De Villepin instaure l'état d'urgence, une loi de 1955 rédigée lorsque la France entrait dans la guerre d'Algérie, et dont le dernier usage avait été fait en 1984 en Kanaky. Cette répression exprime le sens politique du regard porté sur les habitants des quartiers populaires. Et elle constitue en même temps un champ d'expérimentation pour mater toute contestation sociale. Ces quartiers populaires sont des laboratoires.

Quelles furent les formes, dynamiques et limites de ces révoltes ?

Ces révoltes sont d'abord un sursaut de dignité : « Nos vies valent les vôtres ! ». Autre élément constant de ces révoltes, c'est qu'elles opposent à chaque fois les habitants des cités aux policiers et à personne d'autre. Enfin, la contagion à l'ensemble de la métropole et aux colonies françaises que l'on aurait tort d'ignorer, démontre le

caractère systémique et structurel du racisme d'État. Plus personne après ces trois semaines ne peut ignorer la dimension politique des révoltes. On peut toujours chercher des limites au fait par exemple de brûler des poubelles, de lancer un projectile ou de déchirer une chemise. Mais dans bien des cas, c'est l'expression d'une contre-violence légitime et le début de la conscientisation d'une force collective autonome. La question est plutôt de s'interroger sur les limites des relais politiques pour soutenir ce type de mouvement. D'autant que le pouvoir fait tout idéologiquement et matériellement pour isoler, quadriller, et enfermer ces contestations. Il y a réussi jusque-là.

Quelles furent justement les actions et réactions des différentes forces du mouvement social et ouvrier ? Quelles conséquences sur les rapports entre quartiers et organisations de gauche et d'extrême gauche ?

Il y a eu bien sûr une opposition à ce couvre-feu de la part de la LCR qui en appelait à la désobéissance, ainsi que du PCF et des Verts, même si ces deux dernières organisations n'ont pas déposé de recours contre le décret Guy Mollet. La direction du PS, elle, l'approuvait, collant l'UMP le doigt sur la couture. Pour le reste, l'absence politique, même de la gauche radicale, dans ces quartiers en dit long sur son décrochage avec ces pans entiers de la population. Pourtant le Non au Traité constitutionnel quelques mois plus tôt venait d'enregistrer une forte participation dans ces mêmes quartiers, et quelques mois plus tard, les lycéens de ces quartiers étaient parmi les près de 3 millions

de manifestants qui exigeaient le retrait du CPE. Pour toutes les organisations qui font de l'égalité une boussole politique, reste alors à comprendre et à intégrer comme essentielles ces luttes spécifiques contre les violences policières structurelles et les discriminations négrophobes, romophobes, islamophobes. Admettre enfin que l'auto-organisation de ces luttes est une condition nécessaire pour reconnaître les sujets politiques à part entière que sont celles et ceux qui subissent ces oppressions spécifiques.

Les violences policières, du harcèlement quotidien jusqu'au meurtre, sont l'expression concentrée d'un système de ségrégation. Quelle place particulière pour les violences policières dans ce système, et par conséquent dans les luttes des quartiers ?

Il y a eu une poussée sécuritaire presque ininterrompue

ces trente dernières années, de la loi Peyrefitte de 1981 aux lois Sarkozy-Perben de 2002-2005, puis plus récemment la loi sur le renseignement, en passant par les lois Pasqua de 1986 et de 1993, Marchand de 1991, Debré de 1997 et Vaillant de 2001... De 2002 à 2008, ce ne sont pas moins de trois nouveaux textes sécuritaires par an qui sont votés. Chacun de ces textes a fait reculer les libertés pour tous. Mais plusieurs d'entre eux, ainsi que des déclarations politiques, ont fait en particulier des habitants des quartiers populaires « l'ennemi intérieur ». On se souvient du 20 juin 2005 aux 4000 à La Courneuve où Sarkozy dit vouloir « nettoyer la cité au Kärcher », puis le 25 octobre 2005 à Argenteuil où il utilise le terme de « racaille ». Deux jours plus tard, Clichy-sous-Bois explose... Depuis de nombreuses années, des politiques et de nombreux médias construisent une identité

fantasmée du Noir, de l'Arabe, du musulman, du Rom et de manière plus générale des habitants des quartiers populaires. Ils fantasment les valeurs qu'ils leur attribuent, et s'accordent en retour de prétendues valeurs occidentales. Il ne leur reste plus qu'à les hiérarchiser et à faire du choc des civilisations une prophétie autoréalisatrice.

Cette injonction à penser le monde avec cette grille, n'est en somme rien d'autre qu'un plan d'ajustement idéologique, pour diviser celles et ceux qui ont toutes les raisons de s'unir, et unir celles et ceux qui ont toutes les raisons de s'opposer. Pendant ce temps, nous payons leur crise. Les inégalités continuent de se creuser et les premières victimes de ce système restent les plus précaires, première variable d'ajustement : plus d'une personne sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté dans les quartiers populaires. Ajoutons à cela les résultats récents d'une enquête commandée par l'institut Montaigne qui montrent que les musulmans en France sont plus discriminés à l'emploi que les Noirs aux États-Unis !

Quelles conséquences positives ces révoltes ont pu avoir sur l'organisation et la structuration du mouvement social et politique dans les quartiers ? Et où en est la lutte contre les violences policières ?

Ces révoltes s'ajoutent à la longue histoire des luttes de l'immigration, du Mouvement des travailleurs arabes (MTA), en passant par la lutte des ouvriers de Poissy Talbot en 1982, où déjà Mauroy hurlait à « l'instrumentalisation religieuse », jusqu'aux révoltes de 2007 à Villiers-le-Bel. Elles structurent le champ politique, n'en déplaise aux postures dogmatiques qui ne veulent voir de luttes véritables que dans l'enceinte de l'entreprise et dans le cadre du rapport salarial. L'expérience de phagocytage et digestion de ces luttes, en particulier par la social-démocratie, fait partie de cet héritage. Entre déni et récupération, de nouvelles générations militantes émergent, et au regard de cette histoire, font de l'autonomie des luttes une exigence, non pas de forme mais de fond. C'est dans ce cadre que s'inscrit la Marche de la dignité et contre le racisme qui aura lieu à Paris ce 31 octobre. Un cadre qui regroupe des anciens marcheurs de 1983 et des collectifs récents de lutte contre les violences policières. Nous souhaitons faire de cette initiative, non pas une énième marche de militants, mais une marche de celles et ceux victimes des racismes d'État, et de tous ceux qui luttent pour une égalité effective des droits.

Propos recueillis par un correspondant



En 2007 un hommage à Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois. DR

LE TRAITEMENT COLONIAL DES QUARTIERS PAR LA RÉPRESSION

Le mode de répression spécifique auquel sont soumis les habitantEs des quartiers populaires peut être qualifié de « traitement colonial ».

Il repose principalement (mais pas exclusivement) sur trois institutions : la police, la justice, la prison. Dans les quartiers, la pression policière est quotidienne. Elle passe par un ensemble de pratiques, dont les formes et l'intensité de la violence varient, mais dont le paroxysme réside dans l'acte de tuer. Paroxysme dans l'intensité de la violence qui est aussi le révélateur de la nature du mode de domination spécifique des habitantEs des quartiers et de leur place dans la structure sociale d'ensemble.

Pas une bavure, un crachat !

Ce qui est communément appelé « bavure » policière n'a pourtant rien d'accidentel. Au vu du nombre de morts (plusieurs centaines en trente ans, dont une centaine depuis 2005), de leur fréquence (entre 10 et 15 personnes tuées par an en moyenne¹) et de l'impunité dont jouissent les policiers qui tuent, il s'agit là d'une pratique institutionnelle : le permis de tuer pour les « forces de l'ordre ». Ces crimes policiers, qui sont aussi largement majoritairement des crimes racistes, sont la négation institutionnelle du droit à l'existence, un crachat. Le caractère colonial de la police dans les quartiers se manifeste par le traitement des habitantEs comme étant des populations suspectes a priori, n'étant à leur place que dans leur



Clichy-sous-Bois, trois jours après la mort de Zyed et Bouna... DR

ghetto (et encore...). La police se comporte dans un quartier comme une armée d'occupation en « territoire ennemi », et ses pratiques de « contrôle des populations » sont directement héritées de la pratique coloniale de l'État français². Au quotidien, cela relève du harcèlement : contrôles systématiques sur le simple fait d'être en bas de chez soi ou de circuler dans le quartier (fouille au corps, violences physiques, insultes racistes, humiliations, incitations à l'« outrage », etc), interpellations, garde à vues. Les contrôles au faciès systématiques en dehors du quartier relèvent d'un traitement inégal (raciste) de la population et d'un droit inégal à l'espace public. Une proportion énorme des crimes policiers sont

commis lors des interventions « banales », quotidiennes, de la police, ce qui fait planer le spectre de la mort au quotidien sur celles et ceux qui les subissent.

Justice et prison sont sœurs de la police

La menace de la prison hante aussi le quotidien, puisque l'incarcération est aussi une des conséquences possibles de ces interventions routinières. Tout un arsenal de mesures (peines plancher, récidives, politiques du chiffre, etc.) font que le nombre de prisonnierEs est en constante augmentation et qu'il est de plus en plus courant d'être incarcéré pour une petite peine... mais de le rester pour une longue durée (par la multiplication des

condamnations pour des délits en prison). Il y aurait beaucoup à dire sur le fonctionnement de l'administration pénitentiaire et les conditions de détention parmi lesquels la violence et la mort ont aussi un rôle central (violences physiques, sexuelles, humiliations, suicides, « morts suspectes », etc.) avec celui de la surexploitation du travail en prison. L'institution judiciaire pratique un droit à géométrie variable, selon qu'on habite un quartier populaire ou bien qu'on soit ex-président de la République, ministre, grand patron, policier. La « population carcérale » en atteste : vous avez bien plus de chances d'être condamné à de la prison ferme pour des délits mineurs si vous êtes descendant de colonisés,

vivant dans un quartier, de classe exploitée, que si vous pratiquez l'« abus de bien sociaux » ou des détournements de fonds au sein des institutions étatiques, ou si vous êtes un patron adepte du licenciement massif.

Le permis de tuer de l'État

Cette « justice » à deux vitesses est particulièrement flagrante lorsqu'il s'agit des crimes policiers. Une minorité des responsables de ces crimes passent devant un tribunal. Ces procès se transforment en procès des victimes, se soldant trop souvent par l'acquiescement des meurtriers. Le traitement de ces affaires par l'institution judiciaire n'est pas anodine, elle révèle l'autodéfense d'un État raciste par ses propres institutions. Car, « en s'en prenant à la peine de mort, on n'attaque point une mesure punitive, on n'attaque pas des lois, mais le droit lui-même dans son origine [...] ». Car, en exerçant la violence sur la vie et la mort, le droit se fortifie lui-même plus que par n'importe quel autre processus judiciaire. Mais en même temps, dans cette violence s'annonce quelque chose de pourri au cœur du droit...³.

Le récent procès de deux des policiers impliqués dans la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré est significatif tant par la tragique prévisibilité de son verdict que par son sens politique puisqu'il s'agissait du crime qui a allumé le feu de la révolte de novembre 2005. Il a été prouvé lors du procès, d'une part, que les jeunes poursuivis par la police n'avaient commis aucun délit (ce qui dans le cas contraire n'impliquerait pas le rétablissement de la peine de mort, a fortiori sans procès...), et, d'autre part, que les policiers avaient conscience du risque de

mort pour les trois jeunes (« s'ils rentrent sur le site EDF, je ne donne pas cher de leur peau »). Les policiers sont acquittés. Non coupables de « non-assistance à personne en danger »... La « Justice » ne s'y est pas trompée : à travers le procès de ces deux policiers, c'est l'institution policière elle-même et son permis de tuer qui étaient jugés (et par conséquent la légitimité de la révolte de novembre 2005). Verdict : la police exerce dans les faits un droit de tuer sans procès malgré l'abolition de la peine de mort de 1981, et l'institution judiciaire valide ces pratiques. Il y a effectivement « quelque chose de pourri au cœur du droit »... Face à l'injustice organisée et au permis de tuer, il faut imposer notre droit à l'existence. Face aux incarcérations massives, affirmer que leurs prisons sont obsolètes⁴. Face à la ségrégation spatiale, économique, juridique, scolaire, lutter pour notre droit à l'espace public, pour nos droits civiques, et pour la justice sociale.

Ernesto

1 – http://atouteslesvictimes.samizdat.net/?page_id=692 et <http://www.bastamag.net/Homicides-accidents-malaises-La-plupart-sont-des-estimations-non-exhaustives-puisqu'il-n'existe-pas-de-recensement-officiel-des-interventions-des-forces-de-l'ordre-ayant-entraîné-la-mort-Voir-aussi-http://www.bboykonsian.com> et <https://quartierslibres.wordpress.com>
2 – Sur la généalogie coloniale, l'importation « endocoloniale », et les évolutions des pratiques policières, voir M. Rigouste, *l'Ennemi intérieur*, La Découverte, 2011, et *La Domination policière*, La Fabrique, 2012.
3 – W. Benjamin, *Pour une critique de la violence*, cité dans D. Bensaid, *Le Parti mélancolique*, Fayard, 1997
4 – Angela Davis, *Les prisons sont-elles obsolètes ?*, Au Diable vauvert, 2014.

OUI, IL EXISTE DES GHETTOS EN FRANCE !

Aujourd'hui, et depuis des décennies de « crise des banlieues », quand on parle des quartiers populaires, c'est surtout pour parler de violences...

Celles de la police ? Non, elles sont minimisées en « bavures ». Mais celles des jeunes sont propulsées à la Une des journaux. Sur cette toile de fond, toute révolte deviendra une « émeute ». La violence, pensent beaucoup de Français, c'est celle des quartiers et de leurs « populations à problèmes » – pour ne pas dire de la « racaille ». Mais l'essentiel de la violence qui frappe de plein fouet les quartiers populaires est sociale. Cette violence est pilotée et mise en œuvre par l'État. Elle produit des ghettos.

Ségrégation

Dans « nos banlieues », comme disent ces élus qui les ont abandonnées, vivent une majorité de « minorités ». Une grande partie des héritierEs Noirs et Arabes

de l'indigénat colonial, encore aujourd'hui privés d'égalité. Des migrantEs discriminés par l'Europe forteresse et la préférence nationale, chère au FN et inscrite dans les lois de la République. Des précaires, premières cibles de l'austérité qui s'appuie depuis longtemps sur la discrimination. Quant aux femmes, elles y affrontent une injustice supplémentaire, et l'islamophobie les place souvent sous les retombées de l'impérialisme en métropole. De toutes ces populations, les envoyés de l'État, même dans ses services de « protection » sociale, disent souvent qu'ils n'en peuvent plus. Comme si c'était nouveau. Ce clivage qui traverse nos villes, nos lieux d'étude et de travail, éclate de plus belle à chaque fois qu'une mesure administrative prétend l'ignorer, comme lors de regroupements d'établissements scolaires, au nom de la « mixité » ou de l'austérité. L'extrême droite dira que c'est une question d'identités, un « choc des civilisations ». Nous savons où ces champions du racisme veulent en venir. Mais il y a bien quelque chose qui sépare les jeunes des quartiers des autres : leur destin dans cette société. Nier

la ségrégation n'est pas l'abolir. Pour faire de la politique avec les quartiers, il faut partir de là.

Discriminations d'État

De l'argent public a été versé pour éteindre l'incendie en 2005, mais l'austérité aggravée a vite repris. À l'école, c'est donc toujours le même tri, et même sans décrochage, la plupart sont destinés au chômage ou à la précarité. Chaque « réforme » vient approfondir l'injustice scolaire, en donnant la priorité à des « projets » locaux plombés là où les moyens manquent, avec ou sans REP. À l'austérité s'ajoutent les provocations et le flicage au nom des « valeurs morales » : de minute de silence en « charte de laïcité », les récalcitrants sont balancés au rectorat, quand ce n'est pas au commissariat. Les coupes budgétaires ne concernent pas que l'école : les moyens manquent encore plus en dehors du temps scolaire, et la gratuité des services publics recule même pour des besoins essentiels (cantine...). Même la vie associative la plus élémentaire est menacée de disparaître. Dans les villes où le FN est déjà au pouvoir, il est trop

heureux d'accélérer la casse, et la concurrence se bouscule pour lui reprendre un électorat ouvertement hostile aux oppriméEs. Dans les quartiers encore plus qu'ailleurs, austérité partout, démocratie nulle part.

Lutter pour la dignité

Alors l'étonnant, avec tout cette violence contre les quartiers populaires, c'est que les quartiers n'y répondent pas plus souvent par la violence. Mais les premierEs concernés par la ségrégation et les discriminations cherchent aussi à s'organiser, pour rouvrir la voie de luttes durables et autonomes pour l'égalité des droits. Les mouvements sociaux des quartiers populaires, le mouvement antiraciste, sont entrés dans une phase de reconstruction dont l'appel à la Marche de la dignité et contre le racisme ce samedi 31 octobre à Paris est une nouvelle étape. Le mouvement ouvrier et la gauche radicale, au vu de leurs difficultés historiques à se montrer solidaires avec eux, ont une responsabilité à répondre à l'appel, et à renouer avec les militantEs des quartiers.

Samia et Mathieu

2005-2015 DIX ANS DE REVOLTE DES QUARTIERS

MARCHE DE LA DIGNITÉ ET CONTRE LE RACISME

AVEC LE SOUTIEN D'ANGELA DAVIS

31 OCTOBRE 2015 14H DÉPART DE BARBÈS

TWITTER@MARCHEDIGNITE FACEBOOK MARCHE DE LA DIGNITÉ EMAIL MARCHEDELADIGNITE@GMAIL.COM

COMMERCE

Les patrons bousculés



Un millier toujours combattifs. PHOTOTHÈQUE ROUGE/PIERRICK VILLETTE

Judi 15 octobre, la grève et la manifestation des salariéEs parisiens du commerce, à l'appel du CLIC-P, a été un succès...

Aux cris, entre autres, de «*Macron, fais gaffe à ta chemise, ton pantalon!*», près d'un millier d'entre eux ont défilé de l'Hôtel-de-ville à Hausmann. Le processus de remobilisation, mis en œuvre par les équipes syndicales depuis la rentrée, commence à porter ses fruits.

Face à une combativité qui ne se dément pas depuis l'an dernier, et en dépit de la parution du décret et des arrêtés définissant les zones touristiques internationales (ZTI), les patrons des grands magasins, réunis ce jour pour négocier les prétendues contreparties au travail dominical, avaient fait appel au gouvernement pour pouvoir extorquer en toute tranquillité les travailleurEs.

Des rangées de policiers et leurs camions barraient donc l'accès à leur siège... alors que la manifestation avait pourtant été autorisée à s'y rendre. Pour avoir protesté contre ce blocage, plusieurs manifestantEs ont été molestés mais le rassemblement a tenu bon, obligeant des responsables patronaux à descendre de leur tour d'ivoire pour affronter leurs quolibets.

Contrat de défiance

De son côté, Darty instaure le contrat de défiance, avec la signature la semaine dernière d'un accord d'entreprise relatif aux ouvertures dominicales de plusieurs de ses magasins parisiens. Il n'y a guère qu'Anne Hidalgo, qui s'est elle-même érigée en opposante numéro un à Macron, pour s'en féliciter au nom du prétendu dialogue social. Le hic, c'est que la société s'est bien gardée de communiquer, à commencer auprès du comité d'entreprise, sur la dite négociation et que certains des établissements visés par l'accord ne sont même pas situés en ZTI...

La Fnac, qui elle veut s'allier avec l'enseigne d'électroménager, lance sa négociation au niveau du groupe, un des cinq niveaux possibles offert par la loi, à partir du 29 octobre prochain... Et pour cause: la CGT et SUD, majoritaires sur Paris, sont résolument opposés au travail dominical.

Le CLIC-P compte bien attaquer ces accords, non seulement mauvais mais le plus souvent illégaux, devant la juridiction administrative, ainsi que les textes d'application de la loi, tout en impulsant de nouvelles mobilisations.

LD

AFFAIRE TEFAL

Plus de 1 000 salariés mobilisés pour la relaxe!

Pour mémoire, Tefal, mécontent de l'inspectrice du travail qui a mis en cause la légalité de son accord 35h, a tenté d'obtenir sa mise à l'écart en intervenant auprès du responsable de l'unité territoriale du 74...

Magouilles et collusions

Plutôt que de défendre l'indépendance de la fonctionnaire, prévue par la convention 81 de l'organisation internationale du travail, le responsable départemental s'est fait le relais des pressions patronales. Échange de bons procédés: la filiale du groupe Seb accepte un stagiaire recommandé par le directeur du travail. Cette collusion a été révélée par un salarié de l'entreprise, qui a mis la main sur des e-mails démontrant les magouilles entre la DRH, le responsable de l'unité territoriale, la préfecture et les renseignements généraux, et les a transmis à l'inspectrice qui a alerté les syndicats du ministère du Travail.

L'entreprise a opté pour la contre-attaque: traîner le salarié, par ailleurs licencié pour faute lourde, ainsi que l'inspectrice, devant les tribunaux pour violation du secret professionnel et recel. Non content de donner suite à la plainte de l'entreprise dans un temps record, le procureur en charge du dossier a pris ouvertement position pour Tefal en déclarant à *l'Humanité* qu'il s'agissait d'une occasion de «faire le ménage» à l'inspection du travail...

Le procès-verbal dressé par l'inspectrice pour obstacle à ses fonctions ne connaîtra évidemment pas le même succès. Quant au ministre du Travail (passé ou actuelle), pas un mot pour soutenir son agent ou condamner les pressions de Tefal, pourtant reconnues par le conseil national de l'inspection du travail.

Le procès de Tefal et du ministère du Travail

Le cynisme de l'entreprise, le parti pris ouvertement pro-patronal du procureur et le silence du ministre

Plus d'un millier de travailleurs du public et du privé étaient réunis vendredi 16 octobre après-midi devant le palais de justice d'Annecy à l'appel de l'intersyndicale CGT-SUD-FSU-FO-CNT du ministère du Travail, en soutien à l'inspectrice du travail Laura Pfeiffer et au lanceur d'alerte poursuivis par l'entreprise Tefal.



À Annecy vendredi 16 octobre, justice nulle part. DR

ont provoqué un tollé au ministère du Travail et dans nombre d'entreprises de la région. Outre les agents de l'inspection du travail, étaient donc présents devant le palais de justice les syndicats CGT et FO de Tefal, les unions départementales CGT et des unions locales de la Haute-Savoie, du Rhône, de l'Ain, des militantEs de Solidaires, de la CNT et une délégation de la CFDT. Après l'entrée de l'inspectrice dans le tribunal sous les encouragements et les slogans, l'après-midi a été ponctuée par des témoignages de salariéEs en lutte, tel celui des militantEs de l'équipementier automobile SNR eux aussi victimes des classements sélectifs du procureur Maillaud, et par une pièce de théâtre au cours de laquelle le procès de Tefal et du ministère a été organisé.

Le succès du rassemblement, deux fois plus important que celui du 5 juin lors de la première audience, s'explique évidemment par le contexte social et politique: le combat des salariéEs d'Air France était dans toutes les têtes et le

refrain de «*Tomber la chemise*» a été repris plusieurs fois. L'entente patronat-justice-gouvernement pour réprimer les résistances à l'austérité, même lorsqu'elles viennent de fonctionnaires qui font leur travail, est aujourd'hui visible bien au-delà de la Haute-Savoie et le rassemblement cristallisait la colère que l'on sent monter chez les salariéEs et dans les équipes militantes: yaourt jeté sur Macron, Hollande pris à parti par les militantEs de STX à Saint-Nazaire...

Parmi d'autres responsables politiques venus apporter leur soutien, Philippe Poutou a pris la parole pour le NPA et a insisté sur la nécessité de traduire cette colère montante en mobilisations, de préparer une riposte unitaire en dépassant les clivages syndicaux/partis/associations. À noter également l'intervention du représentant d'EÉLV, qui a indiqué que la motion de soutien à l'inspectrice et au lanceur d'alerte proposée par son groupe et le Front de gauche au Conseil régional Rhône-Alpes a été rejetée conjointement par Les Républicains, le FN et le PS!

Justice de classe

Malheureusement dans la salle d'audience, l'ambiance était tout autre. Bien peu d'arguments

juridiques mais un véritable déballage de poncifs antisyndicaux et de préjugés de classe. Le procureur Maillaud a ainsi déclaré doctement que si «*l'impartialité est l'obligation numéro 1*» de l'inspection du travail, elle doit tout de même prendre en compte «*les réalités humaines et économiques*»! Une impartialité sélective dont Laura aurait manqué, «*à l'heure où le pays est plongé dans crise, où des responsables politiques et syndicaux appellent à la violence*»...

La présidente quant à elle s'est étonnée que l'inspectrice préviene au dernier moment les entreprises de ses visites, prérogative pourtant prévue par la loi! Le procureur a fini par requérir à l'encontre de l'inspectrice une amende de 5 000 euros, et a envisagé l'inscription de la condamnation au bulletin 2 du casier judiciaire, ce qui pourrait impliquer sa révocation de la fonction publique.

L'issue du procès sera connue le 4 décembre, deux jours après la comparution des cinq salariéEs d'Air France devant le tribunal de Bobigny. Faisons de cette semaine une grande initiative de mobilisation contre la répression et amplifions la mobilisation jusqu'à la relaxe!

S.P.

TRANSPORT

L'heure de la Uber-révolte a sonné

Après des déboires sur le plan judiciaire – dont la plainte déposée par Cazeneuve contre UberPop et la confirmation par le Conseil constitutionnel de l'illégalité de cette application – c'est sur le front social que la société technologique californienne connaît ses premiers déboires.

Le 13 octobre dernier, une centaine de chauffeurs de VTC ont manifesté devant le siège parisien de l'entreprise. Le motif de leur colère? La baisse annoncée de 20% par Uber du prix de ses courses et donc de leur commissionnement... Dans la foulée était lancé le syndicat des exploitants de transport des personnes et VTC, la perspective de blocage des aéroports le jour des départs en vacances faisant le reste. En effet, Uber, qui se défend de tout lien de subordination, a dû engager une conciliation



avec ces prétendus travailleurs indépendants qui font les frais de la guerre des prix à laquelle se livrent entre elles les sociétés de transport.

«*Entrepreneur de sa vie*»? Résultat? Le maintien du revenu minimum pendant six semaines pour les 10 000 chauffeurs, le temps selon

Uber que le chiffre d'affaire supplémentaire généré par la baisse des prix produise son effet.

Mieux encore, le mantra «*que chacun d'entre nous soit entrepreneur de sa vie*» en prend pour son grade. À l'époque du capitalisme de plateformes (Uber approche les 50 milliards de valorisation boursière), que les exploités prennent conscience de la dépendance économique que les dominants exercent sur eux, la laisse numérique en plus, est réjouissant.

LD

MARCHE MONDIALE DES FEMMES -----
Le féminisme en marche

En clôture de la 4^e Marche mondiale des femmes, ce samedi 17 octobre, plus d'un millier de femmes, militantes issues de plusieurs pays en Europe et dans le monde, ont défilé dans les rues de Lisbonne pour les droits des femmes et leur liberté.

Bien que les féministes soient isolées dans un contexte de reflux des mouvements sociaux, et que l'on soit loin des chiffres de la première Marche (près de 30 000 personnes en 2000), ce rassemblement était important au moment où la droite portugaise essaye de remettre en cause le droit à l'avortement. Ainsi elle a fait voter en juillet dernier une taxe de 70 euros pour les femmes qui avortent hors avortement thérapeutique. Les féministes espagnoles étaient venues nombreuses de Catalogne, du Pays basque,

de Galice, etc., pour manifester leur soutien. La délégation française était composée de groupe de femmes de plusieurs villes, avec une forte présence de femmes de la CGT de Marseille, mais aussi de Toulouse, Montpellier, de Bretagne, de la région parisienne, etc.

Deux jours plus tôt, des centaines de femmes étaient venues accueillir l'arrivée de la caravane féministe de la Marche, partie le 8 mars dernier du Kurdistan, en hommage à la résistance des femmes Kurdes dans la ville de Kobané.

MIGRANT-E-S La bombe qui n'a pas explosé

L'information a fait la une du Monde... et puis ça s'est arrêté là. Pourtant, le récent rapport de l'INSEE sur les flux migratoires en France tombe en plein dans le mille en ces temps où tous nos dirigeants semblent se soucier de cette question.

Ce rapport est une bombe tant il va à l'encontre de tous les présupposés qui fondent les discours et les politiques de tous les partis et gouvernements. Car il ne se satisfait pas du calcul des entrées migratoires en France, et analyse le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entre les entrées et les sorties.

Cela devrait pourtant sembler une évidence : la migration n'est pas un phénomène à sens unique. D'une part parce que les immigrés ne restent pas tous et toutes définitivement en France. D'autre part parce que des Français migrent aussi. Mais mettre l'accent sur les entrées est évidemment hautement idéologique : cela nourrit tous les discours racistes sur une invasion supposée et fait oublier que les Français sont aussi des migrants, mieux accueillis dans d'autres pays que les étrangers ne le sont en France...

Du coup, les nouveaux chiffres publiés par l'INSEE sur les flux migratoires surprendront même les antiracistes. Car depuis 2006, ce solde migratoire présente deux caractéristiques : il diminue régulièrement, et il est devenu presque nul ! En 2006, il y avait 112 000 entrées de plus que de sorties. En 2013, le chiffre est tombé de 33 000. Cette année, 332 000 personnes sont arrivées en France, et 299 000 l'ont quittée. Et pour tordre le coup à un autre stéréotype raciste, ajoutons que pour près de la moitié, l'immigration en France provient d'autres pays européens... et pour moins du tiers d'Afrique.

Les mythes racistes détruits

L'explication est assez simple. La tendance est à l'augmentation de la mobilité géographique : on ne vient pas seulement en France, on la quitte aussi. Le phénomène est surtout important pour les jeunes adultes (90% des Français partant à l'étranger ont moins de 30 ans). Alors que les entrées sont plutôt stables, ce sont les départs qui ont augmenté, notamment de Français nés en France (plus de 70% du total) mais aussi dans une proportion moindre des étrangers. Du coup, l'INSEE estime à 3,5 millions le nombre de Français vivant à l'étranger : ces migrants dont on ne parle jamais...

Le phénomène est le même pour l'Union européenne, malgré les disparités entre les pays (le solde a augmenté pour l'Allemagne alors qu'il est devenu négatif pour l'Espagne). Globalement, le solde y a été divisé par deux entre 2006 et 2013 : si le nombre d'immigrants a augmenté de 208 000, le nombre de départs a lui augmenté de 802 000 !

Outre donc le fait que ce rapport détruit une nouvelle fois les mythes sur l'afflux massif d'étrangers en France, il est aussi une claire dénonciation du système des frontières.



Dans la manifestation unitaire de soutien aux migrants le 4 octobre à Paris MILO

Paradoxalement, elles sont un obstacle à la régulation des flux migratoires. Parce qu'il est difficile d'entrer en Europe, les frontières fixent les migrants qui y sont entrés. Le système de fermeture des frontières est hautement discriminatoire : il permet la quasi-libre circulation pour les populations du Nord, mais l'interdit pour les populations du Sud. Au prix de milliers de morts chaque année...

Voilà pourquoi la bombe n'a pas explosé. Il existe un consensus dominant, entretenu par tous les principaux partis, pour maintenir le système des frontières. Quitte à mentir sur la réalité, quitte à tuer. Gageons que la prochaine campagne des régionales l'illustrera. C'est à nous, au côté des migrants, réfugiés et sans-papiers, de faire entendre une autre voix.

Denis Godard

TRAVAILLEUR SANS-PAPIERS

Vérité et justice pour Mamadou

Il s'appelait Mamadou Traoré. Il était intérimaire sans-papiers chez Manpower. Il est mort au travail le 30 juillet et on l'a appris par hasard...

On ne sait rien de plus sinon qu'il travaillait sans doute comme terrassier au nord de Paris, sur un chantier. Manpower n'a pas fait de déclaration d'accident du travail mortel, comme l'impose la législation, car il nie être son employeur. Ce qui n'a vraisemblablement pas empêché Manpower de se faire payer...

Comme tous les sans-papiers, Mamadou travaillait sous un nom d'emprunt. Pour les patrons, vivant ou mort, un sans-papiers n'a aucune identité, aucun droit. Pour connaître la vérité, pour que justice soit faite pour Mamadou et sa famille, la CGT Manpower, la CGT intérim et l'UL de Nanterre ont appelé à un rassemblement le lundi 19 octobre devant le siège de Manpower à Nanterre.

Le lourd tribut payé à l'exploitation

Aux cris de « Manpower assassin ! », plus de 150 sans-papiers, venus pour la plupart



Lundi 19 octobre, devant le siège de Manpower à Nanterre, pour Mamadou. DR

des Yvelines, ont fait entendre leur colère. Ils demandent des comptes, avant la réunion du CHSCT extraordinaire que la direction a convoquée, contrainte et forcée. Car c'est une évidence, elle a cherché à dissimuler ce mort encombrant et devra s'en expliquer. Affectés aux postes les plus dangereux, les travailleurs intérimaires payent un lourd tribut à ce système éhonté de surexploitation. Selon l'union syndicale CGT de l'Intérim, 34 848 intérimaires ont été victimes d'accidents du travail déclarés en 2013,

deux fois plus que les travailleurs en CDI. Et 67 en sont morts. Les travailleurs sans-papiers, qui pourtant payent des impôts et des cotisations sociales, n'ont aucune protection. De gauche comme de droite, les gouvernements successifs ferment les yeux sur ce système inique et meurtrier, sur ce néocolonialisme de l'intérieur. La lutte contre l'oppression et l'exploitation passe d'abord par l'égalité des droits et la régularisation de tous les sans-papiers.

Correspondants

NEUF ANS APRÈS LE MOUVEMENT ANTI-CPE : « Condamné à plus de 40 000 euros de dommages-intérêts »

Entretien. Plus de 9 ans après le mouvement contre le Contrat première embauche, **Fouad Harjane**, militant CNT, vient d'être condamné définitivement pour avoir participé à des actions collectives dans le cadre de ce mouvement...

Peux-tu rappeler le contexte de cette lutte et l'action en gare de Metz ?

En 2006, des millions de jeunes étaient mobilisés contre le CPE et la casse du contrat de travail. Les AG souveraines et une coordination nationale des universités en lutte ont émergé très vite. Durant 2 mois, plus de 80 facultés étaient bloquées et plusieurs journées d'actions nationales et interprofessionnelles se sont tenues. C'est dans ce contexte que le 30 mars, une journée nationale d'action avait été décidée. Nous fûmes près d'un millier à bloquer la gare pendant deux heures, puis la Chambre de commerce, et enfin un carrefour où je fus le seul interpellé sur instruction du procureur...



DR

Quelles ont été les actions avant cette condamnation définitive ?

J'ai perdu le procès en pénal pour délit d'entrave à la circulation de voie ferroviaire, ce qui a enclenché un procès en civil pour une demande de dommages-intérêts. Après moult procédures et péripéties, j'ai été condamné à plus de 40 000 euros de dommages-intérêts. Je suis maintenant dans l'attente de la demande d'exécution de jugement de la part de la SNCF. Nous n'avons cessé de demander l'amnistie civile et pénale du mouvement social. À la vue de la mandature de Hollande, qui s'est bien gardé de nous amnistier, on comprend que l'enjeu pour ce gouvernement est de faire peur aux éléments les plus déterminés des classes populaires pour passer toutes les contre-réformes que la droite n'aurait jamais osé initier, même en rêve !

Après cet acharnement, comment vois-tu la convergence de nouvelles actions dans ce contexte nouveau ouvert par la séquence Air France ?

Il existe encore une combativité de classe dans notre camp. L'enjeu est de réussir à unifier les luttes isolées en brisant l'état des bureaucraties syndicales. Il existe un axe, allant des différentes CNT, en passant par Solidaires, et jusqu'à la « gauche » de la CGT, avec un potentiel militant, qui doit trouver les moyens de construire une dynamique de mobilisations, de revendications et d'organisation, pour aller vers un mouvement d'ensemble, une grève générale ! L'abstention ne doit pas faire peur aux forces anticapitalistes « électoralistes », car c'est bien dans ce terreau que se trouvent les forces qui nous permettront de battre l'extrême droite. Il y a urgence à renforcer nos présences dans les entreprises et les quartiers en recentrant dans nos discours que l'essentiel, c'est l'action directe de classe.

Propos recueillis par un correspondant

Au Portugal

C'était l'occasion pour la coordination portugaise de mettre en avant les luttes des femmes au Portugal, notamment leur combat pour le droit au logement. Ainsi, une première marche était organisée à travers les quartiers d'Amadora, ville de relégation des populations cap-verdiennes de la banlieue de Lisbonne, où des politiques racistes et de classe se cumulent. Et depuis près de 10 ans, s'y additionnent de grandes opérations de spéculations immobilières.

La gentrification y est particulièrement violente pour les habitantEs qui y ont construit leur habitation, arrivaient à disposer d'un petit lopin de terre – utile en période de chômage massif –, et voient du jour au lendemain leur univers détruit par les pelleteuses. La population se mobilise, luttant contre les expulsions menées par une municipalité socialiste, sans aucune

solution de logement et à grand renfort d'opérations policières, de jour comme de nuit.

Les associations de femmes, bien souvent à la tête de ces combats car ce sont elles qui organisent quotidiennement la vie sociale des quartiers (garde d'enfants, restauration populaire, activités culturelles, etc.), nous y ont accueillis chaleureusement.

Échanges et propositions

De nombreux ateliers les jours suivants ont permis d'évoquer de nombreuses questions concernant les femmes : l'accueil des femmes migrantes en Europe et le refus de la distinction entre exil politique et exil économique, à partir d'un appel de plusieurs associations féministes françaises ; les politiques d'austérité et les atteintes aux droits des femmes dans tous les pays : à travers les remises en cause des services publics de santé et

d'éducation... les femmes en prison, le droit à l'avortement, le travail non reconnu et les inégalités salariales, etc.

Plusieurs propositions sont issues de ces échanges : faire reconnaître et appliquer dans la convention de Genève le statut de réfugiées aux femmes victimes de violences spécifiques liées aux guerres, à l'exil économique et aux mutilations sexuelles ; le maintien d'une coordination d'échange sur les politiques d'austérité et les expériences de résistance des femmes à ces politiques afin de les rendre visibles ; un appel à créer un cortège féministe lors de la manifestation à Paris dans le cadre de la COP21, etc.

Femmes debout !

La caravane de la Marche a présenté son expérience, à la rencontre des luttes de femmes à travers l'Europe – en Allemagne, Roumanie, ex-Yougoslavie, Turquie,



Après Lisbonne, la Marche va continuer... DR

Kurdistan, Grèce, etc. – et le désir de poursuivre cette action qui a permis de rendre visibles ces luttes et de tisser des liens entre les femmes.

Tout au long de ces trois jours de rencontre, les échanges entre militantes ont montré combien les femmes sont particulièrement

touchées par les crises et les guerres, mais combien aussi elles sont capables de se lever, de lutter pour leurs droits, la liberté et un monde plus juste.

Rendez-vous est pris pour une prochaine Marche des femmes sur le continent africain. **De Lisbonne, Gwendoline et Sonia**



Les comités en action!

Rivesaltes (66) Le Mémorial et le cynique hommage de Valls. Après des décennies de silence honteux, l'histoire du Camp de Rivesaltes sort de l'oubli. De 1941 à 2007, centre d'hébergement, d'internement, de concentration, puis de « rétention administrative », ce camp proche



de Perpignan est un concentré des politiques d'enfermement des étrangers. Pariés d'hier, Républicains espagnols, Tsiganes, juifs européens, prisonniers allemands et italiens, Algériens du FLN, supplétifs guinéens, indochinois, harkis et enfin migrants sans-papiers, tous ont payé un lourd tribut à la ségrégation et au racisme de l'État français inhérents au capitalisme. Le Mémorial qui vient d'ouvrir ses portes doit éclairer le passé et leur rendre hommage.

Mais ce fut un bien cynique hommage qui a été rendu par Valls, venu l'inaugurer le jeudi 15 octobre, avec, parmi les invités, Louis Aliot, le numéro 2 du FN! Une présence répugnante et insultante. Valls osa parler de « fraternité » et de « lutte contre le racisme », alors que son gouvernement chasse les Roms, jette à la rue les sans-papiers, est complice de l'ignominieux traitement des migrants de Calais, et, devant le drame terrible des réfugiés du Moyen-Orient, marchande sur le nombre de Syriens à accueillir. Symbole de ce cynisme, parmi les 5 stèles sur le site, seules 4 ont été honorées par les cérémonies inaugurales. La cinquième, érigée en hommage aux migrants passés par le centre de rétention, en a été écartée! Dans sa déclaration, le Collectif 66 des sans-papiers et son comité de soutien ont interpellé Valls et son gouvernement « *Qu'en sera-t-il des parias d'aujourd'hui, réfugiés et sans-papiers? Faudra-t-il attendre 75 ans pour reconnaître une faute qui serait commise en 2015?* »

Bayonne (64) Réunion publique avec Philippe Poutou. Jeudi 15 octobre à la Bourse du travail de Bayonne, une trentaine de personnes ont participé à la réunion publique avec Philippe Poutou. Le public était essentiellement composé de militantEs appartenant à la mouvance politique et syndicale abertzale (nationaliste basque), d'autres appartenant à différents partis de gauche (PS, PCF, PG) et bien sûr au NPA.

À partir des événements d'Air France, Philippe a introduit le débat sur la violence, montrant que l'essentiel de la classe politique et des médias qualifiait de « violence » les réactions de colère des travailleurs confrontés aux suppressions d'emplois et aux licenciements, mais passait largement sous silence la violence que subit quotidiennement la classe ouvrière: attaques en matière d'emplois, de salaires, de retraites, de détérioration des services publics dans des domaines comme la santé ou l'éducation... Il a aussi insisté sur le fait que cette violence capitaliste n'était pas limitée à l'hexagone, mais concerne également les classes populaires en Grèce ou en Espagne, les peuples du Moyen-Orient en butte aux massacres, aux exécutions, à l'exil...

Puis il a posé la question: comment faire pour que les travailleurEs qui pour l'instant paient l'essentiel de la crise – alors même que les capitalistes ne cessent de s'enrichir – organisent enfin la riposte non seulement pour préserver leurs conditions de vie et de travail mais aussi pour aller plus loin en renversant un système qui conduit les peuples dans le mur et la planète à sa perte? D'où l'actualité de l'anticapitalisme, même si aujourd'hui celles et ceux qui défendent une telle perspective sont largement minoritaires et à contre-courant.

Une dizaine de personnes ont pris part au débat: la lutte contre le pessimisme et les désillusions

qui dominent largement dans notre camp social; les moyens de coordonner les résistances éparées pour contribuer à un « tous et toutes ensemble »; la nécessité de passer de la défensive à l'offensive et de contrôler nous-mêmes nos luttes.

Strasbourg (67) Réunion publique contre les idées nationalistes.

Mercredi 14 octobre, le NPA 67 a accueilli près d'une trentaine de participantEs à l'occasion d'une réunion publique dont le thème était « Nationalisme et manipulation d'État ».

L'introduction au débat a permis de rappeler qui en sont les instigateurs – gouvernements, extrême droite – qui véhiculent des idées telles que les « valeurs de la République », « l'unité nationale », le patriotisme, etc. qui mènent inévitablement à la xénophobie et au racisme. L'accent a également été mis sur la manipulation d'État, tel le mémorable « esprit du 11 janvier ».

De nombreuses interventions et témoignages, notamment à propos de nationalismes qui gangrènent d'autres pays, ont donné lieu à un débat passionnant... et passionné.

Toulouse (31) Meeting internationaliste.

La rentrée politique a été marquée par la situation internationale: les bilans du premier gouvernement Syriza-Anel en Grèce, la « crise » des migrants et l'accentuation de la guerre au Proche et Moyen-Orient. Plus récemment, l'actualité a été polarisée par la situation en Palestine et en Turquie suite à l'attentat d'Ankara.



C'est dans ce contexte que le NPA 31 a organisé un meeting internationaliste le mercredi 14 octobre devant 120 personnes. En plus de l'intervention de Pauline Salingue pour le NPA, étaient invités Ammar, un camarade pakistanais du Awami Workers Party, Ahmed Alim de la maison franco-kurde Midi-Pyrénées, Jorge Sanchez de Podemos (Anticapitalistas Barcelone), et Ioanna d'Antarsya France. Une échéance utile qui a permis de faire le point, en lien avec les expériences grecque et de l'État espagnol, sur les réponses à apporter face à l'austérité en Europe. Sur la nécessité, face aux politiques austéritaires, de mobiliser les travailleurs et la jeunesse, tout en faisant la clarté sur le fait qu'il n'y a pas de réponse possible dans le cadre des institutions capitalistes, qu'elles soient nationales ou européennes.

C'était également un temps fort de solidarité internationaliste avec tous les migrantEs, d'opposition à la guerre en commençant par les interventions de l'impérialisme français, de soutien au peuple palestinien tout comme au HDP en Turquie face aux politiques fascistes d'Erdogan et de l'AKP! Sur l'ensemble de ces questions, la politique du gouvernement Hollande-Valls va toujours dans le même sens, celui des bourreaux contre les classes populaires, celui de la défense des intérêts capitalistes de la France contre les peuples et les travailleurs. Sans relâche, le NPA continuera à le combattre!

Pantin (93) Réunion publique unitaire pour les migrantEs.

Le jeudi 15 octobre s'est tenue une réunion publique sur le thème « Migrants, vous êtes les bienvenus », réunion co-organisée par Ensemble, le NPA, le PCF et le PG. Une quarantaine de personnes y ont participé.

Le débat fut introduit par Augusta Epanya sur la situation des peuples africains et par Julien Salingue sur la situation au Moyen-Orient. Les introductions ont porté sur les responsabilités des puissances

impérialistes qui poussent des millions de personnes à fuir les guerres, les terrorismes, les dictature et la misère provoquée par le fardeau du service de la dette payée aux banques des mêmes puissances. Le débat a mis l'accent sur le besoin d'aller à la racine des problèmes, sur la nécessité d'établir des liens étroits entre les organisations françaises et celles des migrants, sur le besoin pour les peuples européens de se mêler de la politique étrangère de leur gouvernement. La soirée s'est conclue sur le fait que ce n'est pas l'accueil des réfugiés qui appauvrit les pauvres, mais bien les politiques d'austérité.

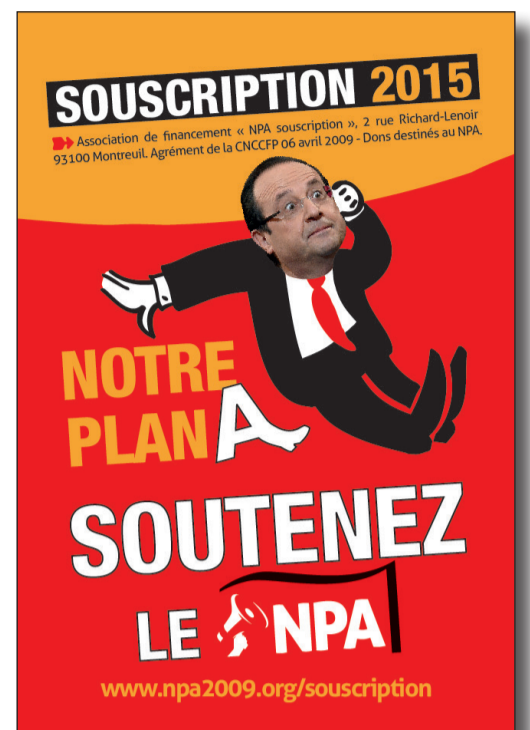
Strasbourg (67) et Paris 17 Octobre

1961, ni oublié ni pardon. Des militantEs se mobilisent en mémoire des victimes de la répression policière du 17 Octobre 1961, où des centaines d'Algériens, manifestant ce jour-là à Paris pour le droit à l'indépendance et contre le couvre-feu qui leur était imposé, ont fini dans la Seine.



Ce samedi 17 octobre 2015, à l'appel du collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici » et de nombreuses associations telles l'ATMF, Attac Strasbourg ou le NPA 67, environ 130 personnes ont manifesté en allant du Pont Corbeau à la place du 17-October-1961. Emmené par la fanfare d'Attac, cette manifestation avait notamment pour but de demander l'ouverture des archives pour que vérité et justice soient réellement faites. Mais cette manifestation était aussi l'occasion de témoigner notre solidarité avec les luttes en cours, les drames des migrantEs, les victimes des violences policières et de l'islamophobie d'État. Notre devoir de mémoire a pour but de promouvoir cette histoire afin de faire revivre la tradition internationaliste du mouvement ouvrier, héritière du congrès de Bakou et des luttes anticoloniales, et de mieux faire connaître cette histoire. Cette place du 17-October-1961, inaugurée en 2013 mais qui ne possède toujours pas de plaque officielle, ne doit pas être qu'une simple place commémorative mais doit également permettre la mobilisation des mouvements sociaux sur des questions trop souvent délaissées par la gauche.

À Paris, le même jour, autour de 250-300 personnes se sont rassemblées comme chaque année au Pont Saint-Michel. Des vieux militantEs de l'immigration algérienne, mais aussi des jeunes (en particulier lorsque des manifestantEs du rassemblement en solidarité avec les Palestiniens qui s'est tenu plus tôt dans l'après-midi nous ont rejoint), MRAP, Solidaires Étudiants, Ensemble, PCF, PG (avec son



élue parisienne), et le NPA bien sûr. Un rendez-vous de transmission de la mémoire important.

Combourg (35) Pour Zemmour, c'est « Courage fuyons! »

Samedi 17 octobre, 50 manifestants contre le racisme ont crié « Zemmour, raciste, hors de Combourg » contre 80 personnes à sa conférence: quelques vrais fachos (quenelles et salut nazi, SO royaliste,...) et pas mal de vieux. Deux maires du coin étaient même là pour écouter la conférence de Zemmour: Le Besco de Combourg et Rochefort de Tinténiac (qui avait donné sa signature à Le Pen en 2002... plaidant l'erreur!).

Le top aura été de voir Zemmour obligé de fuir en douce, par derrière, en passant par-dessus un grillage que ses admirateurs ont dû démonter puis remonter. Du coup, les petits fours et le coup à boire prévu après la réunion, ça a été pour qui? Pour nous, les manifestantEs, car tout ce beau monde n'a pas daigné prendre le petit buffet prévu.

Tout cela s'est déroulé dans une ambiance chaude, mais sans débordements! Militants de l'UDB et du PCF étaient présents, élus de l'opposition de Combourg aussi. Nous avons distribué un tract NPA fort bien reçu.



Comme lui, ne ratez pas un numéro de L'Anticapitaliste, ABONNEZ-VOUS!



Profitez de notre promotion d'essai: 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Formulaire d'abonnement en page 12

Essai

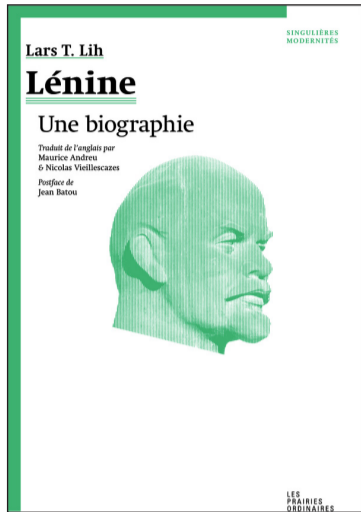
Lénine, une biographie, Lars T. Lih

Les Prairies ordinaires, 2015, 22 euros

Lars T. Lih est un chercheur spécialiste de l'histoire du mouvement révolutionnaire russe. Cette biographie, qui contient certains éléments iconographiques inédits, veut proposer une nouvelle lecture du rôle de Lénine, du lien entre l'homme et ses idées, de sa vision stratégique, ce que Lars T. Lih appelle son « scénario héroïque ».

Ce « scénario héroïque », plus simplement la stratégie que Lénine appelait « l'autre voie », combine l'apport de la social-démocratie, en particulier de Kautsky, et celui du populisme russe, influence directe et dramatique du frère aîné de Lénine pendu pour sa participation, le 31 mars 1881, à l'assassinat du tsar Alexandre II. Elle repose sur la compréhension du rôle de la classe ouvrière, alors que le capitalisme connaît une phase de développement intense en Russie, pour prendre la tête des masses paysannes, liquider le tsarisme et aller vers le socialisme. Toute la pensée de Lénine est dominée par cette exigence, sa vie, son engagement social, humain, personnel : œuvrer à « la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier ».

C'est le mérite de cette biographie de décrire simplement avec la volonté de dégager le récit des visions mythiques héritées non seulement du stalinisme mais de bien des révolutionnaires eux-mêmes, cet engagement militant entier, irréconciliable avec l'ordre établi et fondé sur la confiance en la classe ouvrière. Il essaye en



particulier d'insérer *Que Faire?* dans son contexte historique, le lien avec Tchernychevski et son roman du même nom, pour dégager la compréhension de l'œuvre militante de sa déformation par le stalinisme ou des compréhensions dogmatiques. En voulant rompre avec les mythes pour retrouver l'homme, le militant, « le révolutionnaire professionnel », il redonne à l'immense travail de Lénine sa dimension collective, produit d'une

période de bouleversements comme d'un riche et vaste milieu politique et social.

Le contenu vivant du « scénario héroïque »

Cependant, centré sur son sujet, le livre donne une idée assez superficielle des nombreuses luttes d'idées et de tendances à travers lesquelles se sont développés et construits le dit « scénario héroïque », le parti bolchevique, les femmes et les hommes qui dirigeront la révolution. Les limites de l'ouvrage apparaissent quand commencent à se nouer les liens de la contre-révolution stalinienne. Lih se contente de parler de « discontinuité », pour conclure que « le scénario de Lénine était loin d'être réaliste », partant de « postulats infondés ». Et malheureusement la postface de Jean Batou ne corrige pas ces appréciations. Dégager la compréhension de l'œuvre de Lénine des mythes et des mystifications en l'inscrivant dans sa réalité historique et humaine, travail indispensable, est en fait indissociable de la volonté de nous approprier ou réapproprier le contenu vivant du

« scénario héroïque », son actualité. Sinon le récit a du mal à se dégager pleinement des limites de notre propre contexte historique. Une lecture intéressante et une invitation notamment à lire (ou relire) deux ouvrages de Trotski, *la Jeunesse de Lénine* et *Lénine*.

Yvan Lemaître

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h

Cinéma

Elser, un héros ordinaire, de Olivier Hirschgiebel

Avec Christian Friedel, Katharina Schüttler et Burghart Klaußner. Sortie le mercredi 21 octobre

Le 8 novembre 1939, une bombe explose à Munich dans la brasserie Bürgerbräu. Hitler vient d'en partir après avoir prononcé un discours en présence des principaux dignitaires nazis. Il a été inopinément tué, et l'attentat est donc un échec. Le menuisier Georg Elser est arrêté à la frontière suisse. Il est torturé : les nazis veulent lui faire avouer qu'il n'est que l'exécutant d'un complot. Des flashbacks reviennent sur sa vie antérieure dans son village. Sympathisant du Front rouge, Elser n'a jamais adhéré au PC allemand. Il joue de la musique dans les orchestres de village, aime le jazz. C'est un séducteur, qui doit aussi prendre en



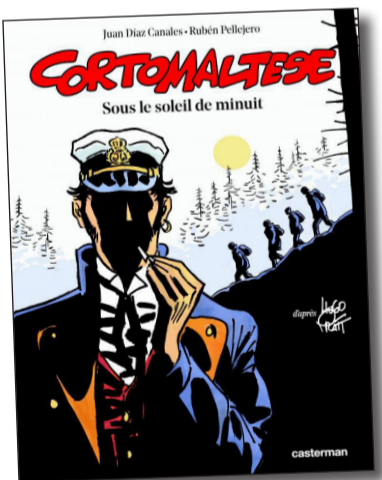
charge sa famille. Un Allemand « ordinaire »... Mais il ne supporte pas les nazis et ne veut rien à voir à faire avec eux. Elser a décidé et exécuté seul son attentat. L'interprétation de Christian Friedel est remarquable, et le film décrit assez bien comment le national-socialisme hégémonise un village allemand. Après la guerre, il faudra du temps pour qu'Elser soit reconnu comme un héros : sa famille reste silencieuse dans la République fédérale mal dénazifiée, et des interprétations malveillantes de son geste continuent de courir. Le film rappelle que la résistance allemande au nazisme ne se réduit pas aux militaires et officiels du complot de juillet 1944, dont certains à l'instar d'un des interrogateurs d'Elser, avaient fidèlement servi le régime et participé à ses crimes les plus atroces.

Henri Wilno

BD

Corto Maltese. Sous le soleil de minuit

Scénario J.D. Canales, dessin de Rubén Pellejero, d'après Hugo Pratt, Casterman, 2015, 15 euros



auto-désignés de Corto Maltese ainsi qu'au scénariste qu'Hugo Pratt avait été décrié de son vivant par les mouvements réactionnaires catholiques et royalistes comme un franc-maçon révolutionnaire. Fermons le ban et revenons à la BD !

Le scénariste, aussi créateur de la série *Blacksad*, a choisi d'envoyer le célèbre marin en 1915 dans l'univers sauvage et glacé du grand nord canadien. Chronologiquement, *Sous le soleil de minuit* se déroule donc juste après la *Ballade de la mer salée*, mais introduit

ou met en images des figures clés de la série (Raspoutine, Mahomey, etc.). Porteur d'une missive de Jack London pour une amie perdue de vue, Corto se retrouve à arpenter la toundra entre Alaska et Yukon pour dénicher la destinataire. Sur son chemin, il croise une multitude d'hommes et de femmes au moins aussi égarés que lui. L'or du Klondike a perdu de son éclat, mais il continue à faire rêver, et l'univers de Pratt y est respecté. Le dessin de Ruben Pellejero ne déçoit pas, à l'inverse de bien d'autres

reprises de BD, et la longue silhouette de Corto déchire toujours les cases, même si les brumes et le mystère qui devraient l'accompagner cèdent la place à une histoire de pétrole de schiste que se disputeraient les deux parties de la grande guerre, ainsi qu'à une sombre histoire de « bordel » dans lequel évolue la vieille amie de Corto et de Jack London. De la déception donc, mais le sentiment que l'équipe Canales/Pellejero peut faire beaucoup mieux. À suivre...
 Sylvain Chardon

Expositions

Greenwashing artistique

Le cynisme n'ayant pas de limite, Laurent Fabius souhaite que le soutien (financier ou en nature) apporté par les entreprises représente 20% du coût de la COP 21. Parmi les d'entreprises partenaires, toutes « amies du climat », a-t-il assuré, on trouve Engie (ex GDF Suez), EDF, Renault Nissan, Suez Environnement, Air France, ERDF, Axa, BNP Paribas, Air France, LVMH ou encore Ikea... Google a également manifesté son envie de faire partie des sponsors. Que du beau linge hors concours en matière de pollution ou financement de la machine à polluer. Ou comment se refaire une image sur le dos de la crédulité du bon peuple. Mais ça ne leur suffit pas !

Ainsi, la Fondation EDF organise jusqu'au 28 février dans son très chic

espace Electra de Saint-Germain-des-Près (Paris 7^e) l'exposition « Climats artificiels », sous-titrée « Poétique du climat »... Cette exposition en trois parties – Équilibre précaire, L'état du ciel, Catastrophe ordinaire – regroupe des œuvres évoquant ou recréant la nature, ses excès, ses monstres, ses beautés, qui « offre un autre regard, une approche poétique et presque contemplative ». Venez donc contempler la catastrophe qui vient, c'est un fabricant d'énergie nucléaire et gérant de centrales à charbon qui vous y invite. En plus, elle est vraiment belle cette expo ! À La Villette (Paris 19^e), se déroulent aussi plusieurs événements, conférences... et expositions de déchets urbains flottants sur le bassin de la Villette, installation didactique de

l'artiste Michael Pinsky, le tout mis en œuvre par COAL, Art et développement durable, qui « dans le cadre d'une convention pluriannuelle avec le ministère de l'Écologie travaille à l'émergence en France d'une culture de l'écologie »... Enfin, il reste l'incroyable Yann Arthus-Bertrand, qui utilise l'hélicoptère de Total et n'a pas d'avis tranché sur le nucléaire..., véritable produit de luxe du greenwashing dont les films sponsorisés font pleurer dans les chaumières tellement la terre est belle ! Et bien entendu il est fort probable que les principales victimes de la barbarie écologique n'auront pas la chance d'admirer toutes ces merveilles.
 Catherine Segala

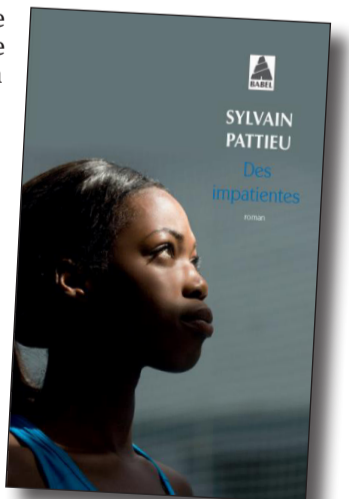
Roman

Des impatientes, Sylvain Pattieu

Babel (réédition), 2015, 8 euros

En cette rentrée littéraire, Babel donne une deuxième vie au premier roman de Sylvain Pattieu, *Des impatientes* publié en 2012. C'est donc l'occasion de retrouver avec plaisir la vie, les blessures, la rage de deux jeunes lycéennes dans un établissement de banlieue, Alima la bonne élève et Bintou la rebelle. Tout les opposent, et pourtant elles vont se rencontrer. L'histoire d'Alima et de Bintou se déroule en deux temps. Le premier au lycée dont Sylvain Pattieu décrit avec justesse les injustices. Puis, on retrouve Alima et Bintou comme caissières, et là l'auteur décrit le travail salarié, la précarité, les rapports de forces, et aussi le sexisme. Pour découvrir ces « impatientes », Sylvain Pattieu utilise plusieurs « voix » : celles de ses héroïnes bien sûr, celle de leur professeur d'histoire, et puis celle d'un collègue de travail, le vigile du magasin, ce qui donne ainsi un effet de sincérité et de « vrai ».

Si vous aviez loupé la première édition, Babel vous permet ainsi de vous rattraper. Ne pas hésiter.
 Sandra Demarcq



« Ne pas engager le combat contre les grands médias constituerait une faute politique stratégique »



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Entretien. Directeur de la rédaction du Monde diplomatique, **Serge Halimi** était présent à notre dernière université d'été, où, en compagnie de Pierre Rimbert, il a présenté l'actualité de la critique des médias. Quelques semaines plus tard, le dialogue continue.

Mais qu'est-ce qui s'oppose encore à ce type de combat ?

En général, il faut lutter contre l'objection rituelle et paresseuse selon laquelle « c'est plus complexe », puisqu'il y aurait de bons médias et même d'excellents journalistes dans de très mauvais médias. Bien entendu. Mais, pour reprendre le mot de Michel Audiard dans le film *le Président* relatif aux patrons de gauche qui, comme les poissons volants, existent mais « ne constituent pas la majorité du genre », ce qui nous intéresse est l'effet de masse des médias, leur effet de structure. Pas la particularité d'un journal ou d'un site, ni la sympathie qu'on peut éprouver pour un journaliste particulier qui se présentera souvent à nous comme un franc-tireur dans sa rédaction.

Toutefois, là aussi je veux être optimiste. Il y a une vingtaine d'années, quand, dans *le Monde diplomatique*, nous avons systématisé une critique radicale des médias, avec l'appui de Pierre Bourdieu – et je n'oublie pas non plus le travail dans le même sens de vrais francs-tireurs comme Pierre Carles, Alain Accardo, François Ruffin, Daniel Mermet, Gilles Balbastre, ou de journaux comme *PLPL*, *Le Plan B*, ou d'une association comme Acrimed – nous partions presque de zéro. Pourtant, une vingtaine d'années plus tôt, en 1972, le Programme commun de gouvernement PCF-PS analysait : « Il existe une contradiction entre le caractère public de l'information et le caractère de plus en plus privé de la propriété des moyens d'information. [...] Tant qu'un petit nombre de groupes financiers pourra contrôler les moyens d'expression comme les moyens de production, on ne saurait parler valablement de la liberté de la presse. Il faut donc soustraire l'information à la domination de l'argent. »

En 1995, la situation décrite par le Programme commun s'était sensiblement aggravée, alors même que la critique politique des médias avait quasiment disparu, y compris chez vous. Car même les partis révolutionnaires s'étaient mis à jouer le jeu de la médiatisation et avaient fait de la critique radicale des médias un point désormais secondaire de leur action (quelques lignes de pure forme dans un programme, une déclaration-alibi enfouie sur un site Internet). Et ils se gardaient bien de mener le combat sur ce thème chaque fois qu'ils en avaient l'occasion, en particulier dans les médias. Un tel comportement est devenu indéfendable et ridicule après que l'un des premiers à s'emparer de nos thèmes à l'occasion d'une élection présidentielle a été... François Bayrou ! Car c'est

lui qui, devant une Claire Chazal stupéfaite, a mis en cause sur le plateau de TF1 les rapports entre Sarkozy et le groupe Bouygues, propriétaire de TF1. À gauche, à l'extrême gauche aussi, on n'avait plus fait ce genre de chose depuis plus de trente ans. Lors de l'élection présidentielle suivante, près de la moitié des candidats se sont engouffrés dans cette brèche, dont Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Arthault et Philippe Poutou.

Mais à quoi a servi cette critique, dès lors que la concentration capitaliste de l'information a quand même progressé ?

La même objection vaudrait pour la critique du capitalisme sans pour autant que vous y renonciez. Bien entendu, la « critique critique », pour citer deux grands ancêtres barbus qui écrivaient souvent ensemble, ne suffit pas. D'autant que, depuis un an, la montée en puissance spectaculaire de deux nouveaux

milliardaires dans le paysage médiatique français – Patrick Drahi et Vincent Bolloré – a confirmé une chose essentielle : dans un contexte marqué par la crise du modèle économique de la presse écrite, le rapport de forces entre les grosses fortunes et les journalistes a tourné, nettement, à l'avantage des détenteurs de capitaux, c'est-à-dire à la déconfiture des journalistes, devenus chair à canon des plans de « modernisation ».

Des réformes de structure, assez révolutionnaires, sont donc nécessaires. Il faut les proposer et en parler. En décembre dernier, dans *le Monde diplomatique*, Pierre Rimbert a présenté un programme allant dans ce sens¹. Nous le mettons à la disposition de tous ceux qui voudraient s'en emparer.

Propos recueillis par Ugo Palheta

1 – Voir Pierre Rimbert, « Projet pour une presse libre », *le Monde diplomatique*, décembre 2014 : <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/12/RIMBERT/51030>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

basta! VOYOUS PATRONAUX.

Il existe un moyen pour résorber le déficit de la Sécurité sociale, sans rogner sur les remboursements de soins, les retraites ou les indemnités chômage : combattre réellement les fraudes patronales aux cotisations sociales. Celles-ci dépassent les 16 milliards d'euros. Des employeurs des secteurs du BTP, de la restauration ou de la sécurité privée en sont les principaux responsables. Sur le papier, ils encourent de lourdes sanctions. Mais en pratique, elles sont rarement et faiblement appliquées. Et seule une petite part des montants fraudés est recouvrée. [...] Pas étonnant alors que la fraude aux cotisations sociales constitue un manque à gagner important pour notre système de solidarité nationale.

Ces fraudes prennent différentes formes : travail dissimulé (au noir), heures supplémentaires non déclarées, travail détaché illégal, déclarations erronées... Selon la Cour des comptes, en 2012, elles représentent entre 16,8 milliards et 20,8 milliards d'euros ! Ce montant correspond à celui du déficit des régimes obligatoires de base et du fonds de solidarité vieillesse, soit 19,1 milliards. En clair, si la fraude était réduite à néant – hypothèse utopique s'il en est – la dette cesserait de se creuser, sans avoir à fournir d'effort supplémentaire. [...]

L'affaire désormais emblématique de l'EPR de Flamanville illustre la filiosité dont le pénal peut faire preuve dans ce type d'affaire. Rappel des faits : Bouygues est poursuivi en justice pour avoir employé illégalement 460 salariés roumains et polonais, par le truchement de deux prestataires étrangers Elco et Atlanco. Bouygues est jugé coupable et condamné à payer une amende de... 25 000 euros.

« Cotisations sociales : pourquoi les patrons fraudeurs sont si rarement poursuivis », Eva Thiébaud, Morgane Remy, *Bastamag*, 15 octobre 2015.

PS : nous affirmons bien sûr notre solidarité avec *Bastamag* encore poursuivi par Bolloré : <http://www.bastamag.net/Liberte-de-la-presse-Bollore-porte-de-nouveau-plainte-contre-Bastamag>

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois <input type="checkbox"/> 28 € 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	6 mois <input type="checkbox"/> 20 € 1 an <input type="checkbox"/> 40 €	
Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 22 € 1 an <input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 50 € 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	6 mois <input type="checkbox"/> 38 € 1 an <input type="checkbox"/> 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois <input type="checkbox"/> 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org